



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 12 du 1^{er} mars 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 mars 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	270
MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE	270
Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2009 portant retrait de la reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs.....	270
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	270
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	270
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N°44 du 12 février 2010 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est.....	270
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	271
MISSION ECONOMIQUE	271
Extrait de la décision du 18 février 2010 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle sur le territoire de la commune de LEXY	271
Extrait de la décision du 18 février 2010 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle sur le territoire de la commune de PONT-A-MOUSSON.....	271
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE	271
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	271
Extrait de l'arrêté interpréfectoral N°2010-DCTAJ/1- 004 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) du 3 février 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette.....	271
Bureau des procédures environnementales.....	272
Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Conflans-en-Jarnisy.....	272
Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2010 de prescription du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la commune de Gerbéviller	272
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 février 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de liaison routière BELVAL – A30 (RD 16) sur le territoire des communes d'AUDUN-LE-TICHE et RUSSANGE, dans le département de la Moselle, et de VILLERUPT, dans le département de Meurthe et Moselle.....	272
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	273
Bureau de la citoyenneté	273
Extrait de l'arrêté du 12 février 2010 portant à connaissance les résultats des élections des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres de la commission consultative départementale des baux ruraux - Scrutin du 29 janvier 2010	273
Bureau des réglementations	274
Extrait de l'arrêté du 5 février 2010 accordant, pour une période de quatre ans, l'homologation au terrain de moto-cross situé à AUDUN LE ROMAN	274
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2010.....	275
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	276
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	276
Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	276
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	277
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	277
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	277
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY	278
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ROSIERES-AUX-SALINES	278
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE	278
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	279
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE.....	279
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT	280
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT	280
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD	280
Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE	281
Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE	281
Extrait de l'arrêté du 22 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS	282
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	282
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	282
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	283
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE	283
Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON	284
Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PIENNES	284
Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	285
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	285
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	285
Extrait de l'arrêté n° 120/09 du 13 octobre 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine.....	285
Extrait de la délibération n° 153/09 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	286
Extrait de la délibération n° 154/09 du 1 ^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	286
Extrait de la délibération n° 155/09 du 1 ^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine.....	286
Extrait de la délibération n° 156/09 du 1 ^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine.....	286
Extrait de la délibération n° 157/09 du 1 ^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine	287
Extrait de l'arrêté ARH n° 184 /2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz	287
N° FINESS : 57 0 00064.6.....	287
Extrait de la délibération n° 1/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010 relative à la demande d'Hôpitalor Saint- Avold de confirmation des autorisations sanitaires des établissements de la Carmi Est : Freyming Merlebach, Creutzwald et Charleville Sous Bois	287
Extrait de la délibération n° 2/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010.....	288
Extrait de la délibération n° 3/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010 relative à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue de 10 lits au sein du CHU de NANCY.....	288
Extrait de la délibération n° 4/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010.....	288
Extrait de la délibération n° 5/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010.....	288
Extrait de la décision du 1 ^{er} février 2010 portant approbation du projet d'établissement 2009-2013 du centre hospitalier régional de Metz-Thionville.....	289
Extrait de l'arrêté n° 23 du 24 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE	289
Extrait de l'arrêté N°27 du 9 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY	290
Extrait de l'arrêté N°31 du 9 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU.....	290
Extrait de l'arrêté N°32 du 22 février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU.....	291
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°17/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS entité juridique 540 000 031 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015	292
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°18/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 049 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023292	

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°19/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 080 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155	293
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°20/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 00 106 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	293
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°21/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 122 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395	293
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°22/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668	293
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°23/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 767 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070294	293
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°24/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 882 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104	294
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°25/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	294
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 26//2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	295
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 27/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	295
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 28/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	295
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST	295
Division exploitation de Metz	295
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR Est-DE de Metz - N°54-1 du 12 février 2010 - RN 59 – Arrêté permanent relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 59	295
Extrait de l'arrêté N°2010 - DIR Est - DE de Metz - n°54-002 du 12 février 2010 portant déclassement de la RN 59 (du PR 8+030 au PR 11+000) avec reclassement dans la voirie départementale	297
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-004 du 12 février 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réalisation de la RN 59 en 2x2 voies entre St. Clément et Azerailles - Travaux sur l'échangeur de Betainne	297
Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-005 du 12 février 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réalisation de la RN 59 en 2x2 voies entre St. Clément et Azerailles (accès par l'échangeur de Baccarat)	299
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	300
Service transports, sécurité	300
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/002 du 16 février 2010 relatif à l'enquête de commodo et incommodo sur la commune de GELACOURT - suppression du PN n° 35 non gardé	300
Service agriculture forêt chasse	300
Extrait de l'arrêté - DDT/AFC/Association Foncière/2010/059 – du 16 février 2010 portant dissolution de l'association foncière de BRIN SUR SEILLE	300
Aménagement durable, urbanisme, risques	301
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/ADUR/002 du 19 février 2010 - Approbation de la carte communale de la commune de HAMMEVILLE en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	301
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	301
Service solidarité autonomie	301
Extrait de l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle	301
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°261 du 22 février 2010 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué	304
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°265 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°26 du 24 février 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Notre Dame du Bon Repos » de MAXEVILLE	304
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°266 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°25 du 24 février 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Maison des Vignes » de MALZEVILLE	305
Service actions et établissements de santé	306
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N°226-10 du 15 février 2010 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions "Laboratoire médico-biologique ATOUTBIO" sis 1170 avenue Raymond Pinchard à NANCY (54000) - agrément SELCA 08 - autorisation N°54-10 - autorisation N°54-21 - autorisation N°54-46 - autorisation N°54-75	306
Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 229/10 du 17 février 2010 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiées « BIO-Z » de SAINT-NICOLAS-DE-PORT agréée sous le n° 05 - autorisation N°54-24 - autorisation N°54-61 - autorisation N°57-115 - autorisation N°57-82	307
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N°230-10 du 17 février 2010 portant modification de la SELAS « MAIREY » de BRIEY - agrément N°15 - autorisation N°54-74 - autorisation N°54-92	308
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/262-10 du 22 février 2010 portant radiation de l'agrément n° 38 - CENTRE HOSPITALIER - B.P. 30206 - 54301 LUNEVILLE CEDEX	308
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	309
Extrait d'une décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 17 février 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	309
Extrait d'une décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 17 février 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail	309
Arrêté du 1 ^{er} mars 2010 fixant la répartition des cantons et communes de Meurthe-et-Moselle par section d'inspection du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE	309
Décision du 1 ^{er} mars 2010 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail	318
Décision du 1 ^{er} mars 2010 concernant l'affectation des contrôleurs du travail	320
AUTRES SERVICES.....	325
MATERNITE REGIONALE DE NANCY	325
Direction des ressources humaines	325
Délégation de signature N°2009/001 du 1 ^{er} novembre 2009	325
Délégation de signature N°2010/001 du 1 ^{er} février 2010	325
AVIS ET COMMUNICATIONS	326
AUTRES SERVICES.....	326
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	326
Direction des ressources humaines	326
Avis de concours interne sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de maître ouvrier	326
Avis de concours externe sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de maître ouvrier	326
Avis de concours sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de conducteur ambulancier de 2 ^{ème} catégorie	326
HOPITAL DU VAL DU MADON DE MIRECOURT.....	327
Avis de concours sur titres du 19 février 2010 en vue du recrutement d'un(e) infirmier(e) diplômé(e) d'Etat	327

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**MINISTERE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE****Extrait de l'arrêté du 9 décembre 2009 portant retrait de la reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs**

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

ARRETE

Article 1^{er} : La reconnaissance en qualité d'organisation de producteurs pour le secteur porcin, accordée sous le numéro 54 72 1186 à la société coopérative agricole « Coopérative des Producteurs de Viande de Lorraine », « CAPVL », dont le siège social est situé à Ville en Vermois (Meurthe-et-Moselle), est retirée à la suite du transfert de la reconnaissance à l'union de coopératives Coopérative Lorraine élevage, « CLOE ».

Article 2 : Le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une insertion au *Journal officiel* de la République française.

Paris, le 9 décembre 2009

Pour le Ministre et par délégation
Par empêchement du directeur général des politiques agricole,
agroalimentaire et des territoires
L'inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire
Catherine ROGY

**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES****Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N°44 du 12 février 2010 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est**

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :
En tant que représentants des assurés sociaux :

• sur désignation de la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires :

- Madame Ghislaine STEPHANN
(Conseillère de la CPAM des Vosges)
- Madame Sabine DUMENIL
(Conseillère de la CPAM de la Marne)

Suppléants :

- Monsieur Marc BIGLIETO
(Conseiller de la CPAM de Moselle)
- Monsieur Sylvio CICCOTELLI
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)

• sur désignation de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires :

- Monsieur Pierre PASTRE
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
- Monsieur Jean-Paul MARTIN
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)

Suppléants :

- Monsieur Jacques HARAUT
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
- Monsieur Jean-Pierre MAZZIER
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)

• sur désignation de la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires :

- Monsieur Léon RAUCH
(Conseiller de la CPAM de la Moselle)
- Madame Sandrine ROUSSEL-DRUART
(Conseillère de la CPAM de la Haute-Marne)

Suppléants :

- Monsieur Patrice ZAGAR
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)
- Monsieur Patrick RIETHMULLER
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

• sur désignation de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire :

- Monsieur Louis MACHADO
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)

Suppléant :

- Monsieur Dominique NIOL
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

• sur désignation de la Confédération Française de l'Encadrement (CFE-CGC)

Titulaire :

- Monsieur Bernard DENIZOT
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

Suppléant :

- Monsieur Bernard INGRET
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)

- En tant que représentants des employeurs :

• sur désignation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires :

- Mademoiselle Danielle DUBOIS
(Conseillère de la CPAM des Ardennes)
- Monsieur Michel KEFF
(Conseiller de la CPAM de la Moselle)
- Monsieur Philippe PERRIN
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)
- Madame Françoise ROSIN-PIERREL

Suppléants :

- Monsieur Jean-Pierre CASTELLO
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
- Monsieur Michel KLEIN
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
- Madame Fanny FELLER-NORRIS
(Conseillère de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)
- Monsieur Michel BORENS

(Conseillère de la CPAM des Vosges)

(Conseiller de la CPAM des Vosges)

• sur désignation de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires :

- Madame Chantal VIGNERON
(Conseillère de la CPAM de la Haute-Marne)
- Monsieur Alain LABRE
(Conseiller de la CPAM de la Moselle)

Suppléants :

- Monsieur Jean-Luc ANTOINE
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- Monsieur Hervé DESSE
(Conseiller de la CPAM de la Moselle)

• sur désignation de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires :

- Monsieur Pascal PINELLI
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)
- Monsieur Jean-François HELM
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants :

- Monsieur André POIREL
(Administrateur de la CRAM du Nord –Est)
- Monsieur Jean-François PETIT
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires :

- Monsieur Laurent MASSON
(Conseiller de la CPAM de Meurthe-et-Moselle)
- Monsieur Pierino ZANUTTIGH
(Conseiller de la CPAM de Moselle)

Suppléants :

- Monsieur Francis RICHARD
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
- Madame Paulette PAILLA
(Conseillère de la CPAM des Ardennes)

Article 2 : L'arrêté SGAR n° 2009-250 portant nomination des membres du Conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) du Nord-Est est abrogé.

Article 3 : Madame le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le préfet de la Région Champagne-Ardenne, les préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meuse et des Vosges sont chargées, chacune en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Metz, le 12 février 2010

Le Préfet de la région Lorraine,
Bernard NIQUET

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

MISSION ECONOMIQUE

Extrait de la décision du 18 février 2010 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle sur le territoire de la commune de LEXY

Réunie le 18 février 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI LEXY, en qualité de promoteur, pour la création d'un ensemble commercial de 22 600 m² de surface de vente à LEXY.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de LEXY.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Extrait de la décision du 18 février 2010 de la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle sur le territoire de la commune de PONT-A-MOUSSON

Réunie le 18 février 2010, la commission départementale d'aménagement commercial de Meurthe-et-Moselle, a refusé l'autorisation sollicitée par la SCI du GRAND RUPT, en qualité de promoteur et d'exploitant, pour la création d'un ensemble commercial de 3 435 m² de surface de vente à PONT-A-MOUSSON.

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de PONT-A-MOUSSON.

Avant l'expiration du délai de recours qui est d'un mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'aménagement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté interpréfectoral N°2010-DCTAJ/1- 004 (Moselle/Meurthe-et-Moselle) du 3 février 2010 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette

Le préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues par le code général des collectivités territoriales sont réunies ;

ARRESENT

Article 1- Les statuts annexés à l'arrêté préfectoral n°2006-DRCL/1-047 du 24 novembre 2006 portant modification des statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette sont abrogés et remplacés par les statuts joints au présent arrêté.

Article 2 - Les nouveaux statuts de la communauté de communes du Pays Haut-Val d'Alzette ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées seront annexés au présent arrêté.

L'arrêté et les statuts seront publiés, conformément aux usages locaux, par les collectivités concernées et inséré aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Les annexes pourront être consultées à la préfecture.

Article 3 - Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle, les Sous-Préfets de Thionville et Briey, le Trésorier-Payeur Général de la Région Lorraine et de la Moselle, le Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté de communes, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au président de la Chambre Régionale des Comptes de Lorraine.

Nancy, le 3 février 2010
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Metz, le 3 février 2010
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Jean Francis TREFFEL

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2010 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Conflans-en-Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Conflans-en-Jarnisy tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

- L'Est Républicain
- Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Conflans-en-Jarnisy pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Conflans-en-Jarnisy, à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 27 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 27 janvier 2010 de prescription du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de la commune de Gerbéviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Il est prescrit un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation de la Mortagne sur le territoire de la commune de Gerbéviller.

Article 2 : La direction départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisé.

Article 3 : La concertation relative à l'élaboration du projet se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur de la DDT et les représentants des collectivités concernées. Elles feront l'objet de comptes - rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique. Les principales étapes de l'élaboration du PPRi pourront être relayées, à l'initiative de la commune dans le bulletin d'information communal.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au maire de Gerbéviller. Il sera affiché pendant au moins un mois dans la mairie de la commune et sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il fera l'objet d'une mention dans le quotidien "l'Est républicain".

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Gerbéviller, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 27 janvier 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 19 février 2010 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de liaison routière BELVAL – A30 (RD 16) sur le territoire des communes d'AUDUN-LE-TICHE et RUSSANGE, dans le département de la Moselle, et de VILLERUPT, dans le département de Meurthe et Moselle.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle

Considérant que les acquisitions foncières n'ont pu être réalisées en totalité dans la période de validité de l'arrêté de déclaration d'utilité publique susmentionné ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Les effets de l'arrêté interpréfectoral n° 2005 AG/3 – 197 du 6 juillet 2005 déclarant d'utilité publique le projet de réalisation de la liaison entre la RN 52 et le secteur de Belval au Grand-Duché de Luxembourg portant désenclavement routier du bassin de l'Alzette, sur le territoire des communes d'AUDUN LE TICHE et RUSSANGE, dans le département de la Moselle, et de VILLERUPT, dans le département de Meurthe-et-Moselle, sont prorogés de cinq ans, à compter du 6 juillet 2010.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché dans les communes d'AUDUN LE TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT, selon les usages locaux.

L'accomplissement de cette formalité sera certifiée par les maires concernés.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

- Article 3 : - Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle et de Meurthe et Moselle,
- les sous-préfets de THIONVILLE et de BRIEY,
- les maires d'AUDUN-LE-TICHE, RUSSANGE et VILLERUPT,
- le président du Conseil Général de la Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès des tribunaux administratifs de Nancy et de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Nancy, le 19 février 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Pour le préfet

Le secrétaire général

François Malhanché

Metz le 19 février 2010

Le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle

Pour le préfet,

Le secrétaire général

Jean-Francis TREFFEL

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Extrait de l'arrêté du 12 février 2010 portant à connaissance les résultats des l'élection des assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux et des membres de la commission consultative départementale des baux ruraux - Scrutin du 29 janvier 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1^{er} : Sont élus membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux :

Tribunal de BRIEY :

Bailleurs titulaires : M. Roland REINERT
M. Jacques PANOT
Bailleurs suppléants : M. Denis DORION
M. Pierre HARDOUIN
Preneurs titulaires : M. Eric GILLARDIN
M. Philippe MANGEOT
Preneurs suppléants : M. Christophe GERARD
M. Vincent DAVILLE

Tribunal de LUNEVILLE :

Bailleurs titulaires : M. Bernard GENAY
M. Christian CHERRIER
Bailleurs suppléants : Mme Evelyne ANDRE
M. Marcel MARCHAND
Preneurs titulaires : M. Pascal PIERRON
Mme Isabelle GUILLAUMONT
Preneurs suppléants : M. Rémi VUILLAUME
Mme Bérengère VUILLEMIN

Tribunal de NANCY :

Bailleurs titulaires : M. Marc PEULTIER
M. Jean MASSON
Bailleurs suppléants : M. Gérard OUDOT
Mme Marie-Christine THANRY
Preneurs titulaires : M. Jean-Marc REIGNIER
M. Olivier BASTIEN
Preneurs suppléants : M. Vincent ORY
M. Denis SCHMITT

Article 2 : Sont élus membres de la commission départementale consultative des baux ruraux :

Circonscription de BRIEY

Bailleurs titulaires : M. Roland REINERT
M. Jacques PANOT
Bailleurs suppléants : M. Denis DORION
M. Pierre HARDOUIN
Preneurs titulaires : M. Eric GILLARDIN
M. Philippe MANGEOT
Preneurs suppléants : M. Christophe GERARD
M. Vincent DAVILLE

Circonscription de LUNEVILLE

Bailleurs titulaires : M. Christian CHERRIER
M. Bernard GENAY
Bailleurs suppléants : Mme Evelyne ANDRE
M. Marcel MARCHAND
Preneurs titulaires : M. Pascal PIERRON
Mme Isabelle GUILLAUMONT
Preneurs suppléants : Mme Bérengère VUILLEMIN
M. Laurent LAMBERT

Circonscription de NANCY

Bailleurs titulaires : M. Marc PEULTIER
M. Gérard OUDOT
Bailleurs suppléants : M. Jean MASSON
M. François TOUSSAINT
Preneurs titulaires : M. Jean-Marc REIGNIER
M. Olivier BASTIEN
Preneurs suppléants : M. Vincent ORY
M. Denis SCHMITT

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mmes les juges des tribunaux d'instance de BRIEY et LUNEVILLE et Mme la présidente du tribunal d'instance de NANCY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

NANCY, le 12 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 5 février 2010 accordant, pour une période de quatre ans, l'homologation au terrain de moto-cross situé à AUDUN LE ROMAN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Est homologué, pour une période de quatre ans, à compter de la notification du présent arrêté, le terrain de moto-cross situé à AUDUN LE ROMAN en vue du déroulement d'épreuves de moto-cross, conformément au plan joint à la demande et au présent arrêté.

La longueur de la piste est de 1180 mètres plus une ligne droite de départ de 90 mètres, sa largeur de quatre mètres minimum.

Toutes les manifestations à caractère de compétition qui se dérouleront sur ce circuit devront faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée au préfet de Meurthe-et-Moselle. Une police d'assurance réglementaire devra être souscrite pour chaque manifestation.

Article 2 : Le bruit émis par les motos sera limité à 90 décibels à un mètre du pot d'échappement.

Seront interdits les pots d'échappement non homologués par la directive européenne 70/157/CEE.

Le pétitionnaire est tenu d'effectuer régulièrement des contrôles du niveau sonore des motos évoluant sur la piste.

Ces mesures de bruit seront effectuées par l'exploitant dans les conditions définies conjointement avec les services compétents de l'Etat, en prenant pour référence les normes d'émissions sonores fixées par les fédérations sportives ayant reçu délégation, en application des articles L. 131-14 et suivants du code du sport. Les résultats de ces mesures seront communiqués à l'autorité préfectorale et consignés dans un registre conservé par l'exploitant.

Article 3 : Conformément à l'accord intervenu entre le club et le maire de la commune, les jours et heures d'utilisation du terrain sont limitativement les suivants :

- Hors vacances scolaires :

Le matin de 10 heures à 12 heures et l'après-midi de 14 heures à 18 heures.

Les jours d'ouverture sont le mercredi, le samedi, le dimanche et les jours fériés.

- Vacances scolaires :

Le matin de 10 heures à 12 heures et l'après-midi de 14 heures à 18 heures, chaque jour de la semaine.

Toutefois, en dehors du mercredi, samedi, dimanche et des jours fériés, les autres jours d'ouverture seront conditionnés à la présence effective du moniteur de pilotage du club.

Article 4 : Toutes les mesures de sécurité devront être prises par les organisateurs lors de ces manifestations, conformément aux règlements des épreuves comportant la participation de véhicules à moteur, principalement aux endroits jugés les plus dangereux. La sécurité du public devra être assurée et la zone réservée à celui-ci devra être entièrement clôturée. Le terrain comprendra les dispositifs obligatoires de sécurité et de protection du public prévus par la réglementation en vigueur.

Tous les emplacements réservés aux spectateurs seront en dehors du polygone circonscrit de la piste et devront être matérialisés et suffisamment protégés. La circulation des concurrents se fera en dehors des zones publiques.

En aucun cas le public ne devra stationner à la sortie des virages.

La zone « A » identifiée sur le plan annexé devra comporter une séparation entre les deux parties de piste. Cette séparation sera matérialisée par un grillage ou des pneus sur une hauteur d'un mètre.

La zone « B » identifiée sur le plan dans un virage de la piste devra comporter un grillage de protection ou des pneus sur une hauteur d'un mètre.

Les deux emplacements « C » identifiés sur le plan annexé seront affectés aux véhicules de secours présents lors des courses.

La grille de départ comprendra au maximum 25 motocyclistes.

Les bordures extérieures du circuit, réalisées par des levées de terre, des rails de sécurité ou des barrières et conformes à la réglementation, devront préserver le public d'une sortie de route.

Le public ne devra jamais pouvoir traverser la piste pour rejoindre un autre point.

Le ravitaillement en carburant devra se faire en un point protégé, sans présenter de risques pour le public.

Une signalétique type « rubalise » devra être mise en place sur l'ensemble du circuit durant les épreuves compétitives.

Un panneau « accès interdit » devra être implanté le long de la voie ferrée jouxtant le terrain.

En outre, les équipements et aménagements suivants seront prévus :

Un poste de secours,

Un service sanitaire privé comportant au moins un médecin et deux ambulances pour l'évacuation de blessés éventuels,

Un service d'incendie privé (commissaires munis d'extincteurs à poudre de 3 kg ou 6 kg en nombre suffisant répartis le long du parcours ainsi qu'au parc coureurs),

Une liaison téléphonique pour alerter les secours (18 ou 112 pour les sapeurs pompiers et 15 pour les urgences médicales)

Les chemins d'accès aux services de secours devront être gardés en bon état d'entretien et carrossables,

Un parc coureurs délimité et interdit au public,

Lors des compétitions, une vingtaine de commissaires de piste seront placés aux endroits sensibles et matériellement délimités.

Le bon état d'entretien des dispositifs de sécurité ainsi que la réparation de tous les dommages et dégradations causés au cours de chaque manifestation incombent uniquement aux organisateurs. Il en sera de même des dégradations, de toute nature, apportées par la manifestation aux voies d'accès aux sites.

Article 5 : Toute modification apportée au circuit entraînera l'annulation de la présente homologation et devra donner lieu à une nouvelle demande.

Article 6 : La demande de renouvellement de l'homologation devra intervenir trois mois avant la date d'expiration de la présente.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, le maire d'AUDUN-LE-ROMAN et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Président de l'association « AUDUN RACING CROSS »

et dont copie sera adressée aux :

- directeur départemental des territoires;

- directeur du service départemental d'incendie et de secours ;

- directeur départemental de la cohésion sociale

Nancy, le 05 février 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 fixant le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er - Le calendrier des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2010 est fixé ainsi qu'il suit :

DATES	MANIFESTATIONS	ORGANISMES
Mercredi 20 janvier au dimanche 14 février Avec quête le 24 janvier	Campagne de solidarité et de citoyenneté	La jeunesse au plein air
Samedi 30 janvier et dimanche 31 janvier Avec quête les 30 et 31 janvier	Journées mondiales des lépreux	Fondation Raoul Follereau
Lundi 25 janvier au dimanche 31 janvier Avec quête les 30 et 31 janvier	Journée contre la lèpre	Œuvres hospitalières de L'Ordre de Malte
Lundi 8 mars au dimanche 14 mars Avec quête les 13 et 14 mars	Campagne nationale de lutte contre le cancer	Ligue contre le cancer
Lundi 8 mars au dimanche 14 mars Pas de quête	Campagne du Neurodon	Fédération pour la recherche sur le cerveau
Lundi 15 mars au dimanche 21 mars avec quête les 20 et 21 mars	Semaine nationale des personnes handicapées physiques	Collectif Action Handicap
Lundi 15 mars au dimanche 21 mars Pas de quête	Semaine de lutte contre le cancer	ARC
Lundi 22 mars au dimanche 4 avril Avec quête tous les jours	Journées « Ensemble contre le SIDA »	SIDACTION
Dimanche 2 mai au dimanche 9 mai Avec quête tous les jours	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu et de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu et Ligue de l'enseignement
Lundi 3 mai au dimanche 16 mai Avec quête le 16 mai	Quinzaine Ecole Publique Campagne « Pas d'école pas d'avenir »	
Lundi 24 mai au dimanche 30 mai Avec quête le 30 mai	Semaine nationale de la famille	Union nationale des associations familiales (UNAF)
Lundi 31 mai au dimanche 6 juin Pas de quête	Campagne nationale « enfants et santé »	Fédération nationale « Enfants et Santé »
Lundi 31 mai au dimanche 13 juin Avec quête les 12 et 13 juin	Aide au départ en vacances des enfants et des jeunes	Union Française des Centres de Vacances et de Loisirs (UFCV)
Samedi 5 juin au vendredi 11 juin Avec quête tous les jours	Campagne nationale de la Croix Rouge Française	La Croix Rouge Française
Samedi 12 juin et dimanche 13 juin Avec quête les 12 et 13 juin	Maladies orphelines	Fédération des maladies orphelines
Mardi 13 et mercredi 14 juillet Avec quête les 13 et 14 juillet	Fondation Maréchal de Lattre	Fondation Maréchal de Lattre
Lundi 20 au dimanche 26 septembre Avec quête les 25 et 26 septembre	Semaine nationale du cœur	Fédération française de cardiologie
Samedi 18 au mardi 21 septembre Avec quête tous les jours	Sensibilisation du public à la maladie d'Alzheimer	France Alzheimer
Dimanche 26 septembre au dimanche 3 octobre Avec quête les 2 et 3 octobre	Journées nationales des associations des personnes aveugles et des malvoyants	Comité national pour la promotion sociale des aveugles et des amblyopes
Lundi 4 octobre au dimanche 10 octobre 2009 Pas de quête	Journées de solidarité de L'U.N.A.P.E.I	Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis
Lundi 18 au dimanche 24 octobre 2009 Pas de quête	Semaine bleue des retraités et des personnes âgées	Comité national d'entente pour la semaine bleue
1 ^{er} novembre Avec quête	Journée nationale des sépultures des "morts pour la France"	Le Souvenir Français
Mardi 2 au jeudi 11 novembre Avec quête tous les jours	Campagne de l'œuvre nationale du Bleu et de France	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (Œuvre nationale du Bleu et de France)
Samedi 13 et dimanche 14 novembre Avec quête les 13 et 14 novembre	Journées nationales du Secours Catholique	Le Secours Catholique
Lundi 15 novembre au dimanche 28 novembre Avec quête les 21 et 28 novembre	Campagne contre les maladies respiratoires	Comité national contre les maladies respiratoires
Samedi 28 novembre au samedi 5 décembre Avec quête tous les jours	Journée mondiale de lutte contre le SIDA	SIDACTION
Mercredi 1 ^{er} décembre Avec quête	Journée mondiale de lutte contre le SIDA	AIDES
Vendredi 3 au dimanche 12 décembre Avec quête les 4 et 5 décembre	Téléthon	Association française contre les myopathies

Article 2 - Seuls les œuvres et organismes désignés par les départements ministériels qui exercent sur eux un pouvoir de tutelle, peuvent être autorisés à participer aux opérations de collectes, dans le cadre des journées nationales qui leur sont dévolues. Les quêtes ne peuvent avoir lieu qu'aux dates prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3 - Sont toutefois autorisées les quêtes effectuées la veille du jour fixé à cet effet par le calendrier déterminé à l'article 1^{er} ci-dessus, lorsque ce jour est un dimanche.

Article 4 - Les personnes habilitées à quêter doivent porter, d'une façon apparente, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

Article 5 - M. le secrétaire général de la préfecture, MM. les sous-préfets, Mmes et MM. les maires, M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, M. le directeur départemental de la sécurité publique, M. le directeur départemental de la cohésion sociale, M. l'inspecteur d'académie, M. le directeur départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville ;
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité ;
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville ;
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville ;
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville ;
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système".

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de Lunéville ;
- M. le Sous-Préfet de Lunéville ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville ;
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité ;
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville ;
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville ;
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville ;
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système".

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de Lunéville ;
- M. le Sous-Préfet de Lunéville ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville ;
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité ;
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville ;
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville ;
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville ;
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système".

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de Lunéville ;
- M. le Sous-Préfet de Lunéville ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er – L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"les personnes habilitées à accéder aux images sont :

- M. Jacques LAMBLIN, député – maire de Lunéville ;
- M. Frédéric BREGEARD, adjoint délégué à la sécurité ;
- Mme Valérie GOETZ, directrice générale des services de la ville de Lunéville ;
- M. François-Xavier L'HOTE, directeur des services techniques de la ville de Lunéville ;
- M. Dominique SCHEUER, responsable du service informatique de la ville de Lunéville ;
- L'entreprise CEGELEC, responsable de la maintenance du système".

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jacques LAMBLIN, député-maire de Lunéville ;
- M. le Sous-Préfet de Lunéville ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – la banque Caisse d' Epargne de Lorraine Champagne - Ardenne est autorisée à installer à son agence de Lunéville château N° 64 rue de la République à LUNEVILLE (54300), un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.97.0144**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

Le responsable du département sécurité ou son remplaçant

Le responsable du centre de Télésurveillance ou son remplaçant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Michel CRABOUILLET responsable du Département Sécurité
- M. le maire de Lunéville
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – la banque Caisse d' Epargne de Lorraine Champagne - Ardenne est autorisée à installer à son agence de NANCY Point Central 32 rue Saint Dizier à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.97.0150**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont le responsable du département sécurité et le responsable du centre de Télésurveillance ou son remplaçant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Michel CRABOUILLET responsable du Département Sécurité

- M. le maire de NANCY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – la banque Caisse d'Epargne de Lorraine Champagne - Ardenne est autorisée à installer à son agence de VANDOEUVRE LES NANCY au centre commercial « les nations » à VANDOEUVRE LES NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.97.0160**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Le responsable du département sécurité ou son remplaçant

- Le responsable du centre de Télésurveillance ou son remplaçant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Michel CRABOUILLET responsable du Département Sécurité

- M. le maire de VANDOEUVRE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Boulangerie Pâtisserie SANCHEZ est autorisée à installer à ROSIERES AUX SALINES (54110), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0084**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M. SANCHEZ Gérald, chef d'entreprise

- Mme MIRE Sandrine, vendeuse

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 jour.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Gérald SANCHEZ, chef d'entreprise

- M. le maire de ROSIERES AUX SALINES

- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
Nancy, le 17 février 2010

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;
Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La société TAN MY est autorisée à installer à VANDOEUVRE (54500), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0089**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M LAM Tan My et Mme LAM Ngog Tuyet Nga

La durée maximale de conservation des images est fixée à 4 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M LAM Tan my,

- M. le maire de VANDOEUVRE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – L'EURL LAURE MALLET est autorisée à installer à la pharmacie à HOUEMONT (54180), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.09.0090**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- Mme MALLET Laure, gérante

- Mme BRACH Martine, assistante

- Mme RYCHEN Virginie assistante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 2 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme MALLET Laure, gérante

- Mme le maire de HOUEMONT

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La Boulangerie et pâtisserie SARL la bonne pâte est autorisée à installer N° 1 Rue Baron de Courcelles à LAY SAINT CHRISTOPHE (54690), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.09.0127**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Yannick MARTIN, Gérant,

- Mme Sandra MARTIN, co-gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 10 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M yannick MARTIN
 - Mme. le Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE
 - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à HOUEMONT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La S.A.S. ARMAND THIERRY est autorisée à installer au Centre Commercial CORA Nancy RN 57 à HOUEMONT (54180), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0007**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M ELALOUF Emmanuel, Directeur Technique
- Mme CORDESSE Sandrine, Directrice réseau toscane
- M JACQUIER Ingrid, Directrice Générale Commerciale
- M LAMPRIERE Philippe Xavier, Directeur Commercial Réseau H/F

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M ELALOUF Emmanuel, Directeur Technique
 - Madame le maire de HOUEMONT
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;
CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Société LAVO SELF est autorisée à installer à BACCARAT (54120), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0008**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est

- Mme MUNSCH Magalie, Gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 14 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Magalie MUNSCH
 - Madame le maire de BACCARAT
 - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La Sarl LE PAIN AU LEVAIN Boulangerie Pâtisserie Alain BRAQUELAIS est autorisée à installer à FROUARD (54390), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0009**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est

- M. BRAQUEHAIS Alain, Gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain BRAQUEHAIS

- M. le maire de FROUARD

M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La mairie de LONGLAVILLE , est autorisée à installer au Complexe Sportif rue René Guetti à LONGLAVILLE (54180), un système de vidéosurveillance comportant 8 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0010**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M CORBELLOTTI Roger, Maire

- M NILOLELLA Jacques Adjoint à la sécurité

- M TOUDNA Hamdi Directeur Général des Services

- M LETNER Philippe Société OPTEDR

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de LONGLAVILLE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 23 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGLAVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La mairie de LONGLAVILLE , est autorisée à installer au HALL DES SPORTS rue du Stade à LONGLAVILLE (54180), un système de vidéosurveillance comportant 6 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0011**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M CORBELLOTTI Roger, Maire

- M NILOLELLA Jacques Adjoint à la sécurité

- M TOUDNA Hamdi Directeur Général des Services

- M LETNER Philippe Société OPTEDR

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le maire de LONGLAVILLE

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 23 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 22 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la finalité du système ;

CONSIDERANT que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Société RECAM SOMOFADEX est autorisée à installer à la Société LEADER Centre Auto au 1110 rue Pasteur à NEUVES MAISONS (54230), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro **54.10.0013**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. BRILLET Jean-Philippe, responsable de direction

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Philippe BRILLET

- M. le maire de NEUVES MAISONS

- M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 22 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La SARL MATHOT est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0015**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M MATHOT Régis, gérant

- Mme MATHOT Marie-France, pâtissière (actionnaire)

- M MATHOT Jonathan, Viennoisier (actionnaire)

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Régis MATHOT, Gérant

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La SARL THIS Christophe boulanger, pâtissier ,chocolatier est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0016**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M THIS Christophe, cogérant
- Mme GERARD Laurence, cogérante
- Mme HULBERT Nathalie, cogérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Christophe THIS cogérant
 - M. le maire de NANCY
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La société FLEUR & K, est autorisée à installer à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 4 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0018**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. ICHALALENE Boussad, gérant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 20 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Boussad ICHALALENE, gérant,
 - M. le maire de NANCY,
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – La société LIDL est autorisée à installer avenue Aristide Briand à VANDOEUVRE (54500), un système de vidéosurveillance comportant 12 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0021**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional
- M Arnaud VAUTRIN, responsable des ventes
- M François HAMY, responsable des ventes
- M Olivier IUNG, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Emmanuel SOLOFRIZZO directeur régional
 - M. le maire de VANDOEUVRE
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL est autorisée à installer avenue de la Libération à LONGUYON (54260), un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0022**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont

- M Thomas MEYER, directeur régional
- M Francis DRABIK , responsable ventes
- M Fabrice RIZZON, responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Thomas MEYER, directeur régional
 - M. le maire de LONGUYON
 - M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle
- Nancy, le 23 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PIENNES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La Société LIDL est autorisée à installer avenue Joliot Curie à PIENNES (54490), un système de vidéosurveillance comportant 14 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0024**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. MEYER Thomas , Directeur Régional
- M DRABIK Francis , Responsable vente
- M RIZZON Fabrice, Responsable technique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thomas MEYER, Directeur Régional
 - M. le maire de PIENNES
 - M. le Colonel, Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-moselle
- Nancy, le 23 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 17 février 2010 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La EURL SCHINDLER boulangerie, pâtisserie, est autorisée à installer à la Boulangerie Pâtisserie SAINT LEON au n° 30 rue Raymond Poincaré à NANCY (54000), un système de vidéosurveillance comportant 5 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : **54.10.0028**

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est

- M SCHINDLER Jérôme, gérant

La durée maximale de conservation des images est fixée à 2 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M Jérôme SCHINDLER, gérant

- M. le maire de NANCY

- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leur publication.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE****Extrait de l'arrêté n° 120/09 du 13 octobre 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

Considérant l'arrêté du 28 mars 2006 portant fixation du Schéma d'organisation sanitaire en région Lorraine,

Considérant l'avis de la commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine du 13 octobre 2009 autorisant la création du groupement de coopération sanitaire,

Considérant les décisions des établissements fondateurs donnant leur accord sur la création du groupement de coopération sanitaire,

ARRETE

Article 1 : Dénomination

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dénommé « groupement de coopération sanitaire de néphro-dialyse d'Epinal » est approuvée.

Article 2 : Objet

Le groupement de coopération sanitaire a pour objet d'encadrer et d'organiser sur le site du centre hospitalier Jean MONNET le regroupement de l'activité de dialyse développée par la SOGECLER SAS et du service de néphrologie du centre hospitalier.

A cet effet,

- Le groupement gère pour le compte de l'ensemble de ses membres les locaux abritant les services de néphrologie et de dialyse ainsi que les parties communes

- Le groupement de coopération sanitaire organise et encadre l'accès de ses membres aux équipements, matériels, consommables, locaux et environnement technique afférents nécessaires à la poursuite de leurs activités. Il gère et met à disposition de ses membres les fonctions supports et services administratifs, médico-techniques et techniques d'intérêt commun arrêtés par les membres. Le groupement peut conclure tout contrat d'intérêt commun (achat, bail, crédit-bail, location, contrat de financement, contrat de prestation) utiles à la réalisation de son objet,

- Le groupement promeut et organise la mutualisation des compétences médicales et favorise l'optimisation des pratiques professionnelles.

- Le groupement permet et organise les interventions, pour le compte de chacun des établissements membres, des professionnels paramédicaux dans le respect de leurs statuts respectifs, et constitue une équipe commune.

- Le groupement met en place une organisation médicale et technique commune dans le cadre de protocoles qui s'imposent à l'ensemble des intervenants dans le respect de leur mode respectif d'exercice.

- Le groupement promeut et participe à toute action de coopération, tout réseau de santé et à tout projet de coopération permettant une amélioration de la prise en charge des patients relevant des traitements dispensés dans le service de néphrologie. En particulier le groupement requiert son adhésion comme membre au réseau NEPHROLOR.

Article 3 : Identité de ses membres

Les membres du GCS sont :

- Le Centre hospitalier Jean Monnet

Etablissement public de santé

Dont le siège est : 3 avenue Robert Schumann à 88021 EPINAL CEDEX

- SOGECLERC SAS

Société par actions simplifiée (RCS Epinal B 301 637 609)

Exploitante de l'établissement de santé privé La Ligne Bleue

Dont le siège est : 9, avenue du Rose Poirier à 88060 EPINAL CEDEX 9

Article 4 : Siège social

Le G.C.S. a son siège :

3, avenue Robert Schumann à 88000 EPINAL

Article 5 : Durée de la convention

Le G.C.S. est constitué pour une durée indéterminée qui commencera à courir à compter de la date de la publication de l'acte d'approbation dans les formes légales.

Article 6 :

Le directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région dans laquelle le groupement à son siège.

Nancy, le 13 octobre 2009

Le directeur suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 153/09 du 31 décembre 2009 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

DECIDE

d'autoriser le directeur suppléant de l'ARH de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuel d'objectif et de moyen, portant attribution pour l'année 2009 de subvention MIGAC.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine.

Nancy, le 31 décembre 2009

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 154/09 du 1^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les propositions des directeurs de la C.P.A.M. de Nancy, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

DECIDE

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la polyclinique de Majorelle pour les actes suivants :

- la tumorectomie du sein (hors cancer)

- la coelioscopie gynécologique (code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie)

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/02/2010.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1^{er} janvier 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur adjoint
suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 155/09 du 1^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les propositions des directeurs de la C.P.A.M. de Nancy, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

DECIDE

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charges par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la clinique Saint André pour la chirurgie du strabisme.

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/02/2010.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1^{er} janvier 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur adjoint
suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 156/09 du 1^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les propositions des directeurs de la C.P.A.M. de Bar-le-Duc, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

DECIDE

Article 1 : La commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charge par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la Polyclinique du Parc de Bar-le-Duc pour la chirurgie des hernies inguinales.

Article 2: Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/02/2010.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 1^{er} janvier 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur adjoint
suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 157/09 du 1^{er} janvier 2010 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

CONSIDERANT les propositions des directeurs des C.P.A.M. de Moselle, de la Mutualité Sociale Agricole et du Régime Social des Indépendants,

D E C I D E

Article 1 : La Commission exécutive décide de subordonner à l'accord préalable du service du contrôle médical de l'organisme local d'assurance maladie les prises en charge par l'assurance maladie des prestations d'hospitalisations effectuées par la Clinique Ambroise PARE de Thionville pour les actes suivants :

- la chirurgie de la cataracte
- la chirurgie anale
- la chirurgie des bourses
- la coelioscopie gynécologique (code JJ PC 003 : interruption unie ou bilatérale de la perméabilité des trompes utérines par coelioscopie)
- la chirurgie des hernies inguinales

Article 2 : Cette décision s'appliquera pour 6 mois à compter du 01/02/2010.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des Préfectures de Moselle et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 1^{er} janvier 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur adjoint
suppléant dans les fonctions de directeur de l'ARH
Marcel DOSSMANN

**Extrait de l'arrêté ARH n° 184 /2009 du 12 décembre 2009 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2009 - Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz
N° FINESS : 57 0 00064.6**

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour l'Hôpital - Clinique Claude Bernard à Metz à 85 150 €, dont :

- 70 000 € en AC non reconductible
- dans le cadre d'une prise en charge des surcoûts liés à la grippe H1N1
- 15 150 € en AC non reconductible

au titre de la périnatalité : dans le cadre du soutien aux maternités privées prenant en charge de la néonatalogie lourde

Article 2 Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} décembre 2009, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Nombre de mois restant à couvrir en 2009	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
1 mois	85 150 euros

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 Nancy cedex), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur le directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe et Moselle et la Moselle.

Nancy, le 12 décembre 2009

Le directeur suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 1/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010 relative à la demande d'Hôpital Saint- Avold de confirmation des autorisations sanitaires des établissements de la Carmi Est : Freyming Merlebach, Creutzwald et Charleville Sous Bois.

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

CONSIDERANT l'étendue des autorisations sanitaires cédées, à savoir :

les activités de soins suivantes :

. Hôpital de Freyming Merlebach : médecine (hospitalisation complète et alternatives en hospitalisation de jour), chirurgie (alternatives en anesthésie ou chirurgie ambulatoire), soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), réanimation, traitement de l'insuffisance rénale chronique en centre,

. Pôle gériatrique de Creutzwald : médecine (hospitalisation complète et alternatives en hospitalisation de jour), soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), soins de longue durée,

. Centre de moyen séjour et de convalescence de Charleville sous Bois : soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), soins de longue durée,

les équipements lourds suivants : les autorisations de deux gamma caméras, deux IRM et un scanographe à l'hôpital de Freyming Merlebach,

- les reconnaissances d'activité suivantes :

. Hôpital de Freyming Merlebach : soins continus, soins intensifs cardiologiques, unité neuro-vasculaire, soins palliatifs

. Pôle gériatrique de Creutzwald : consultation mémoire labellisée, équipe mobile soins palliatifs

. Centre de moyen séjour et de convalescence de Charleville sous Bois : soins palliatifs,

CONSIDERANT que certaines activités de l'hôpital de Freyming Merlebach ne peuvent faire l'objet de la procédure prévue à l'article R 6122-35 du code de la santé publique car elles relèvent d'autorisations que le cédant ne détient plus, n'exploite plus ou ne détient pas encore: activité de soins de longue durée jamais mise en œuvre, cessation d'activité de l'hospitalisation complète en chirurgie, antenne HAD dont l'autorisation est rattachée au CH de Boulay,

CONSIDERANT que des procédures de transfert d'autorisation parallèles sont également en cours en ce qui concerne la pharmacie, le laboratoire et l'entreprise de transport sanitaire,

CONSIDERANT l'engagement du demandeur à poursuivre d'une part l'exploitation des activités de soins et d'équipements lourds dans les conditions de leur autorisation, et d'autre part la recomposition de l'offre de soins du territoire en collaboration avec l'ensemble des partenaires concernés,

CONSIDERANT que le projet ne modifie pas l'offre de soins sur le territoire, ni en quantité, ni en qualité et qu'il n'est pas contraire aux dispositions du SROS III,

CONSIDERANT cependant que les reconnaissances d'activité suivantes :

. Hôpital de Freyming Merlebach : soins continus, soins intensifs cardiologiques, unité neuro-vasculaire, soins palliatifs

. Pôle gériatrique de Creutzwald : consultation mémoire labellisée, équipe mobile soins palliatifs

. Centre de Moyen Séjour et de Convalescence de Charleville sous Bois : soins palliatifs,

ne relèvent pas de la procédure prévue à l'article R 6122-35 sus mentionné et devront faire l'objet d'un avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens d'HOSPITALOR,

CONSIDERANT que rien ne s'oppose à la confirmation d'autorisation demandée,

DECIDE

de confirmer au profit de l'association hospitalière Lorraine Hospitalor à Saint Avold, les autorisations sanitaires des établissements de la Carmi Est : Freyming Merlebach, Creutzwald et Charleville sous Bois : à savoir

les activités de soins suivantes :

. Hôpital de Freyming Merlebach : médecine (hospitalisation complète et alternatives en hospitalisation de jour), chirurgie (alternatives en anesthésie ou chirurgie ambulatoire), soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), réanimation, traitement de l'Insuffisance rénale chronique en centre,

. Pôle gériatrique de Creutzwald : médecine (hospitalisation complète et alternatives en hospitalisation de jour), soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), soins de longue durée,

. Centre de moyen séjour et de convalescence de Charleville sous Bois : soins de suite et de réadaptation (hospitalisation complète), soins de longue durée,

les équipements lourds suivants : les autorisations de deux gamma caméras, deux IRM et un scanographe à l'Hôpital de Freyming Merlebach

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Région Lorraine conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du Code de la Santé Publique.

Nancy, le 19 janvier 2010

Marcel DOSSMANN

Un recours hiérarchique peut être formé contre la présente décision auprès du Ministre chargé de la Santé qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du comité national de l'organisation sanitaire et sociale. Il ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Un recours contentieux peut être formé par toute personne ayant intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de cette décision, devant le Tribunal Administratif compétent

Extrait de la délibération n° 2/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

DECIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 3 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec l'association « santé mentale des adolescents » de Phalsbourg, relatif à la tarification applicable aux prestations d'hospitalisation de jour

D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et du département de la Moselle.

Nancy, le 19 janvier 2010

Le Président de la commission exécutive

Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 3/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010 relative à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue de 10 lits au sein du CHU de NANCY

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

DECIDE

Article 1^{er} : d'approuver les clauses de l'avenant n° 25 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, conclu avec le centre hospitalier universitaire de Nancy, relatif à la reconnaissance d'une unité de surveillance continue de 10 lits au sein de l'hôpital central (CHU de Nancy), à compter du 14 mai 2009.

Article 2 : D'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant n°25

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 19 janvier 2010

Le Président de la commission exécutive

Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 4/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Considérant les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens signés entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et les établissements de santé suivants :

. Centre Alexis Vautrin

. Maternité régionale de Nancy

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19 janvier 2010,

DECIDE

d'autoriser le directeur suppléant de l'A.R.H. de Lorraine à signer les avenants aux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, portant attribution de crédits F.M.E.S.P.P. des opérations d'investissement validées lors de la première fenêtre d'instruction du plan Hôpital 2012.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et de la Meurthe et Moselle.

Nancy, le 19 janvier 2010

Le Président de la commission exécutive

Marcel DOSSMANN

Extrait de la délibération n° 5/10 de la commission exécutive de l'ARH de Lorraine du 19 janvier 2010

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Considérant le projet de plate-forme décisionnelle partagée entre les A.R.H. et dénommée DIAMANT ;

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention constitutive d'un groupement de commandes des ARH intégrant l'avenant n°1 relatif à la mise en place de la plate-forme décisionnelle partagée entre les A.R.H. et dénommée DIAMANT.

Article 2 : d'autoriser le directeur suppléant de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ladite convention.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 19 janvier 2010

Le Président de la Commission Exécutive,
directeur suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de la décision du 1^{er} février 2010 portant approbation du projet d'établissement 2009-2013 du centre hospitalier régional de Metz-Thionville

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine,

Considérant que le projet d'établissement du CHR Metz-Thionville répond aux exigences réglementaires et aux objectifs du SROS III, qu'il reprend les orientations du CPOM 2007/2012 ainsi que celles du contrat de retour à l'équilibre ;

Considérant que le projet d'établissement s'inscrit dans la politique de l'établissement centrée sur l'efficacité et la performance, qu'il assure la continuité des actions déjà engagées dans le cadre du projet d'établissement précédent ;

Considérant qu'il fixe les grands axes stratégiques en tenant compte :

- . des priorités de santé publique, sans en faire une orientation à part entière mais en les intégrant dans chacun des pôles,
- . des évolutions du contexte sanitaire notamment sur le plan du financement en T2A,
- . des besoins de la population ;

Considérant qu'il énumère l'essentiel des missions de proximité à développer ou à renforcer, étant précisé que le positionnement de l'établissement sur son territoire, dans les filières et en tant qu'établissement de référence du territoire Nord doit être mentionné ;

Considérant que l'établissement reste fragile au regard de la démographie médicale sur les activités d'anesthésie, de néphrologie, de neurologie, d'imagerie et de radiothérapie, même si, du fait de la création des pôles, la mutualisation des équipes a déjà été initiée ;

Considérant que sur le plan architectural et compte tenu de la vétusté et de la non fonctionnalité des locaux, le programme d'investissement est ambitieux, qu'il convient de rechercher un équilibre entre le souhaitable et le possible, du point de vue notamment du financement ; que l'objectif majeur est de restaurer l'équilibre financier, sachant que les indicateurs sont d'ores et déjà alarmants alors que toutes les opérations immobilières ne sont pas encore toutes lancées malgré les efforts de gestion entrepris depuis ces deux dernières années et les résultats déjà atteints ;

DECIDE

La délibération n°2009-33 du conseil d'administration du Centre Hospitalier Régional de Metz Thionville du 25 juin 2009 relative au projet d'établissement est approuvée.

Nancy, le 1^{er} février 2010

Le directeur suppléant de l'ARH de Lorraine
Marcel DOSSMANN

Extrait de l'arrêté n° 23 du 24 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixée comme suit :

Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur Jacques LAMBLIN, Maire de la ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014).

Trois représentants de la Commune :

- Monsieur Laurent de GOUVION SAINT CYR, Conseiller Municipal de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Annie GUILLEMOT, Conseillère Municipale de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Anne LASSUS, Conseillère Municipale de la Ville de Lunéville (fin du mandat en mars 2014).

Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Madame Nathalie BLOT, Conseillère Municipale de la Ville de Baccarat (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Gaëlle BARBIER, Conseillère Municipale de la Ville de Blainville sur l'Eau (fin du mandat en mars 2014).

Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur Philippe FLEURENTIN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).

Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Madame Laurence DEMONET, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

Un collège des personnels comportant huit membres :

Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Henri PIERSON, Président de la CME (fin du mandat en mai 2010),
- Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, Vice-Président de la CME, Chirurgien Chef de Service (fin du mandat en mai 2010),
- Monsieur le Docteur David ROSA, Médecin Urgentiste (fin du mandat en mai 2010),
- Monsieur David PINEY, Pharmacien (fin du mandat en mai 2010).

Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Evelyne GRANDJEAN, Cadre de Santé en chirurgie (fin du mandat en octobre 2010).

Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Sandra NAVARRO-EICHERT, représentante UNSA (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Catherine PARISSET, Secrétaire Médicale, représentante FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Sylvain THOMAS, représentant FO (fin du mandat le 31 décembre 2011).

Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, représentant FO (fin du mandat en juin 2010),
- Monsieur le Docteur Georges GRANGE, Médecin Généraliste (fin du mandat en janvier 2013),
- Madame Nelly MONTCOURTOIS, Infirmière Libérale, représentant le syndicat des Infirmiers Libéraux (fin du mandat en décembre 2009).

Trois représentants des usagers :

- Monsieur Michel LAURENT, représentant l'UFAL (fin du mandat en octobre 2010),
- Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54 (fin du mandat en juin 2010),
- Monsieur William LAUREAU, représentant l'Association "Le Lien" (fin du mandat en octobre 2010).

Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Monsieur Frédéric DETTWILLER (fin du mandat en Janvier 2013).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 22 du 28 janvier 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 février 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence
Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation pour la Directrice Départementale des Affaires
Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
La directrice adjointe
Marie-Hélène MAITRE

Extrait de l'arrêté N°27 du 9 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY

Le Directeur Adjoint, Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur Guy VATTIER, Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).

b) Trois représentants de la Commune :

- Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Monsieur TONIOLO Jean, Adjoint au Maire de la Ville d'Homécourt (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur le Docteur Jean-Jacques GOTTINI, Conseiller Municipal de la Ville de Joeuf (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur André CORZANI, Maire de la Ville de Joeuf, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue (fin du mandat en mai 2011),

- Madame Josiane BERTEL, Chef de service, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin (fin du mandat en mai 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Arlette KOWALEWSKI, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en juin 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Rosette BOUDIN, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Maître Pierre LACROIX, Bâtonnier (fin du mandat en juin 2010),

- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin Généraliste non Hospitalier (fin du mandat en février 2012),

- Madame Geneviève VIBERT, Infirmière Libérale (fin du mandat en mars 2012).

b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer - Comité Départemental 54 (fin du mandat en juin 2010),

- Monsieur Michel CORRADI, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011),

- Représentant des usagers en attente de désignation.

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :

- Madame Josette EDFRENNES (fin du mandat en octobre 2009).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 26 du 11 Janvier 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 février 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence
Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation la Directrice Départementale des Affaires
Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté N°31 du 9 Février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
 - Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur José FERNANDEZ, Psychiatre des Hôpitaux, Responsable du Pôle support médico-technique (fin du mandat en mai 2012).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
 - Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
 - a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
 - Monsieur Thierry PECHEY, Infirmier Libéral (fin du mandat en avril 2010).
 - b) Trois représentants des usagers :
 - Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
 - Monsieur Michel VIRION, Retraité, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2009).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 30 du 16 Juin 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 février 2010

Pour le Directeur Adjoint,
 Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence
 Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
 Par délégation la Directrice Départementale des Affaires
 Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
 Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté N°32 du 22 février 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

- 1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :
 - a) Six représentants du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle :
 - Monsieur Yves WILLER, Maire de Mont-sur-Meurthe, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame Michèle PILOT, Maire de Foug, Vice-Présidente du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur André BARBIER, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur Pierre BAUMANN, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Serge DE CARLI, Maire de Mont Saint Martin, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).
 - b) Un représentant de la Commune siège de l'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Pierre REICHHART, Conseiller Municipal de la Ville de Laxou (fin du mandat en mars 2014).
 - c) Un représentant de la Région dans laquelle l'Etablissement a son siège :
 - Madame Claudine BARTHELEMY, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
 - a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
 - Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Président de la CME, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Madame le Docteur Martine ATTIA, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur Bernard KABUTH, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mars 2011),
 - Monsieur le Docteur José FERNANDEZ, Psychiatre des Hôpitaux, Responsable du Pôle support médico-technique (fin du mandat en mai 2012).
 - b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
 - Monsieur Pascal BACROIX, Cadre de Santé (fin du mandat en octobre 2010).
 - c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Monsieur Luc FERRETTI, représentant le syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Pascal NICOLLE, Infirmier, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
 - Monsieur Claude ROMBACH, Infirmier, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'Association « Accueil et Réinsertion Sociale » (fin du mandat en janvier 2011),
 - Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, Médecin non hospitalier (fin du mandat en octobre 2010),
 - Monsieur Thierry PECHEY, Infirmier Libéral (fin du mandat en avril 2010).
- b) Trois représentants des usagers :
- Monsieur André LOUP, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (fin du mandat en mai 2010),
 - Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association "La Soupe pour les Sans Abri" (fin du mandat en novembre 2010),
 - Madame Françoise TSCHINSCHANG, Enseignante, représentant l'Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs (fin du mandat en décembre 2013).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 31 du 09 Février 2010.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim et le Directeur du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Pour le Directeur Adjoint,
Suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence
Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
Par délégation la Directrice Départementale des Affaires
Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°17/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la MATERNITÉ RÉGIONALE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS entité juridique 540 000 031 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 783 771 € soit :

- 1) 2 778 242 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 2 470 770 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 463 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 12 565 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 293 224 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 220 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 629 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 4 900 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°18/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 049 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 749 535 € soit :

- 1) 1 700 894 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 1 485 999 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 24 165 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 193 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 185 390 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 147 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 4 483 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 44 158 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°19/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 080 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 604 143 € soit :

1) 2 511 228 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 368 689 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 22 260 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2 264 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 116 186 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 1 829 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 55 066 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 37 849 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°20/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CENTRE HOSPITALIER de PONT A MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 001 066 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 723 500 € soit :

723 500 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 602 359 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 23 222 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 97 487 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 432 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°21/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 122 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 161 670 € soit :

161 670 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 160 648 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 1 022 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°22/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT – BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 51 351 € soit :

- 51 351 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 51 351 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°23/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 767 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 187 735 € soit :

- 1) 3 082 719 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 819 128 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 35 501 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 6 908 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 217 867 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 315 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 80 648 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 24 368 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°24/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 882 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 244 714 € soit :

- 244 714 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 190 087 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 54 024 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
 - 603 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°25/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

A R R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 485 080 € soit :

- 1) 2 947 128 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 756 708 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 184 889 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 5 531 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 531 533 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 6 419 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN - VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 26/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 60 234 € soit :

1) 59 110 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

59 110 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

2) 1 124 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 27/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 252 235 € soit :

1) 2 038 469 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 871 580 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 14 250 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 151 907 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 732 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 4 186 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 209 580 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 28/2010 du 22 février 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de décembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 44 469 662 € soit :

1) 41 069 291 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 37 017 521 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes ;

- 133 270 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 12 391 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

- 3 793 231 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 83 092 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

- 29 786 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 812 817 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 1 587 554 € au titre des produits et prestations ;

ARTICLE 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation,
et par délégation,
La directrice des affaires sanitaires et sociales par intérim
Claudine BARBASTE

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES EST

Division exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR Est-DE de Metz - N°54-1 du 12 février 2010 - RN 59 – Arrêté permanent relatif à la réglementation de la circulation sur la RN 59

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation sur la dite section,

ARRETE

Article 1 : Les prescriptions du présent arrêté portent sur la section courante de la RN59 du PR3+000 au PR 11+350, l'aire de repos de "la Jetée de Pierre" et les échangeurs suivants :

Échangeurs	Routes rencontrées
Lunéville-ZI (n°54 N905905)	RN4 et RD590
Fraimbois (n°54-N905910)	RD590 et RD148
Betaigne	RD590

Article 2 : La circulation sur la RN 59 du PR 3+000 au PR 11+350 (fin provisoire de la 2x2 voies), est réglementée de la façon suivante :

1/ Statut de la voie

La RN59 de MONCEL-LES-LUNEVILLE aux deux giratoires de SAINT-CLEMENT est une route à caractère express au sens des articles L151-1 à L151-5 du code de la voirie routière, conformément au décret du 21 avril 2000.

a/ Section courante sens Lunéville vers SAINT-DIE

Section à circulation sur 1 voie du PR 3 à l'anneau du giratoire Nord de l'échangeur de LUNEVILLE-ZI, puis entre le giratoire Nord et le giratoire Sud de LUNEVILLE-ZI, puis du giratoire Sud de LUNEVILLE-ZI au PR4+000,

Section à circulation sur 2 voies du PR 4+000 au PR 11+000,

Section de rabattement de 2 à 1 voie du PR 11+000 au giratoire Sud de l'échangeur de ST. CLEMENT (PR 11+509)

b/ Section courante sens Saint-Dié vers LUNEVILLE

Section à circulation sur 1 voie de la bretelle d'entrée du giratoire Nord de l'échangeur de ST. CLEMENT (PR 11+421) au PR 10+850,

Section à circulation sur 2 voies du PR 10+850 au PR 4+010,

Section à circulation sur 1 voie du PR4+010 à l'anneau du giratoire Sud de l'échangeur de LUNEVILLE-ZI, puis entre le giratoire Sud et le giratoire Nord de LUNEVILLE-ZI.

2/ Limitation de vitesse en section courante

Les conducteurs doivent se conformer aux limitations de vitesse ci-après sur la RN59.

a/ Section courante sens Lunéville vers SAINT-DIE

Du PR 3+000 au PR 11+000

110 km/h

b/ Section courante sens Saint-Dié vers LUNEVILLE

Du PR 11+000 au PR 3+650

110 km/h

Du PR 3+650 au PR 3+500

90 km/h

Du PR 3+500 au PR 3+400

70 km/h

Les usagers circulant sur la RN 59 ainsi que les usagers provenant de la Route Départementale (ex RN59) doivent céder le passage (AB3a) aux usagers circulant sur l'anneau des carrefours giratoires.

3/ Limitation de vitesse et régime de priorité sur les échangeurs

Echangeur LUNEVILLE-ZI:

Bretelles	sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de la RD590 de sortie	RN4	70 km/h	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 2 de sortie	RN59	90 à 50 km/h par palier	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 5 de sortie de la bretelle 2	RN59	-----	cédez le passage	giratoire
Bretelle 8 de l'anneau du giratoire Sud	RN4	-----	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RN4	90 à 30 km/h par palier	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 4 de sortie du giratoire Nord	RN59	90 km/h	cédez le passage	giratoire

Bretelle 9 (voie spécifique pour transport exceptionnel) : Fait l'objet d'un arrêté spécifique par convoi accompagné des forces de l'ordre.

Echangeur Fraimbois:

Bretelles	sens Lunéville vers Saint-Dié			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD148	70 km/h	Stop	plan
Bretelle 2 de la RD148 d'entrée	RN59	-----	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelle 5 de la bretelle 1 d'entrée	RN59	-----	cédez le passage	voie d'insertion
Bretelles	sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 3 de sortie	RD590	90 à 30 km/h par palier	cédez le passage	giratoire
Bretelle 4 d'entrée	RN59	-----	cédez le passage	voie d'insertion

Echangeur Betaigne :

Bretelles	sens Saint-Dié vers Lunéville			
	vers	limitation de vitesse	régime de priorité	type de carrefour
Bretelle 1 de sortie	RD590	70 km/h	cédez le passage	giratoire
Bretelle 2 d'entrée	RN59	-----	cédez le passage	voie d'insertion

Article 3 : L'accès de la route express est interdite en permanence :

- aux animaux
- aux piétons,
- aux véhicules sans moteur,
- aux véhicules à moteur non soumis à immatriculation,
- aux cyclomoteurs,
- aux tricycles à moteur dont la puissance n'excède pas 15kilowatts et dont le poids à vide n'excède pas 550 kilogrammes,
- aux quadricycles à moteur,
- aux tracteurs et matériels agricoles et matériels de travaux publics,
- aux convois exceptionnels, sauf entre l'échangeur de MONCEL-LES-LUNEVILLE et le lieu dit "la jetée de Pierre".

Toutefois, ces interdictions ne s'appliquent pas aux personnels et aux matériels des administrations publiques, des organismes concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de la route express et des entreprises appelées à y travailler, lorsque leur mission nécessite la présence de ces personnels ou de ces matériels sur la route express.

Le panneau C107 sera placé à l'origine de chaque bretelle qui accède à la RN 59. Le panneau C108 sera placé sur chaque bretelle de sortie .

Article 4 : Sont autorisés à emprunter les accès de service ou issues les agents et véhicules des Forces de police, de Gendarmerie, des Services de l'exploitant, de la protection civile, de lutte contre l'incendie, de secours aux blessés et des garagistes agréés. Peuvent également emprunter ces autres accès ou issues, les entreprises travaillant pour le compte de ces services, sous réserve de l'obtention d'une autorisation spécifique délivrée par le gestionnaire de la RN 59.

Article 5 : La police de la route sur la RN 59 est assurée par le groupement de Gendarmerie de LUNEVILLE.

La gestion du trafic, l'exploitation et l'entretien de la RN 59 sont assurées par la Direction Interdépartementale des Routes Est.

Article 6 : Les forces de l'ordre et les services de la Direction Interdépartementale des Routes Est pourront prendre toutes mesures qui seront nécessaires pour assurer la sécurité et l'écoulement du trafic.

Article 7 : Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté dans les arrêtés permanents antérieurs (arrêté n°99/DDE/820/CDES du 6 juin 2000, arrêté n°95/DDE/590/CDES du 18 octobre 1995).

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur Interdépartemental des routes Est et le commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Une copie leur sera adressée ainsi qu'aux maires de MONCEL-LES-LUNEVILLE, SAINT-CLEMENT, CHENEVIÈRES et LARONXE, au directeur des archives départementales, au directeur du service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meurthe-et-Moselle, au directeur du S.A.M.U, au directeur départemental du territoire de la Meurthe-et-Moselle et au directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de lorraine et au président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 février 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N°2010 - DIR Est - DE de Metz - n°54-002 du 12 février 2010 portant déclassement de la RN 59 (du PR 8+030 au PR 11+000) avec reclassement dans la voirie départementale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1 : Est déclassée de la voirie nationale et reclassée dans la voirie départementale du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, la section de la RN 59 du PR 8+030 au PR 11+000 ainsi que toutes ses dépendances, comprenant :

- le giratoire de l'échangeur de Betaigne

- la section de RN59 comprise entre le giratoire de l'échangeur de Betaigne et l'anneau du giratoire Nord de l'échangeur de Saint Clément (anneau exclu).

Cette section figure sur le plan annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le déclassement - reclassement de cette voie et de ses dépendances prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur interdépartemental des routes, le Directeur régional de l'Équipement de Lorraine, le Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture, et dont ampliation sera adressée au Directeur des archives départementales de Meurthe-et-Moselle, au Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle (service France Domaine) et au Directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle (cadastre).

Nancy, le 12 février 2010

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-004 du 12 février 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réalisation de la RN 59 en 2x2 voies entre St. Clément et Azerailles - Travaux sur l'échangeur de Betaigne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

AR R E T E

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	RN59
Points Repères PR. et sens	Sens Lunéville vers Saint Dié des Vosges : PR7+500 à 8+000
	Sens Dié des Vosges vers Lunéville : PR 8+500 à 5+300
SECTION	Moncel -lès-Lunéville / Laronxe
NATURE DES TRAVAUX	- travaux liés à l'ouverture de la déviation de Saint Clément - fin des travaux de construction des bretelles de l'échangeur de Betaigne - remise en l'état initial de la bretelle d'accès à la 2X2, sens moins -, de l'échangeur de Gerbéviller
PERIODE GLOBALE	15 février 2010 au 09 mars 2010

SYSTEME D'EXPLOITATION	- Travaux sous protection FLR pour les travaux liés à l'ouverture de la déviation de Saint Clément - Déviation par RD590 entre l'échangeur de Gerbéviller et celui de Betailne pour les travaux de construction des bretelles de L'échangeur de Betailne - Déviation par RD590 entre l'échangeur de Gerbéviller et celui de Betailne pour les travaux de remise en l'état initial de la bretelle d'accès à la 2X2 – sens moins - de l'échangeur de Gerbéviller	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : SCREG EST	MISE EN PLACE PAR : DIR EST – district de Nancy – CEI Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1a	15/02/2010	Sens Lunéville vers Saint Dié : PR7+500 à 7+850	effaçage signalisation horizontale (SH) jaune + marquage SH blanche de la voie lente (VL) : durée 2 à 3 heures	Pas de déviation ; travaux sous protection FLR
1b	15/02/2010	Sens Lunéville vers Saint Dié : PR7+500 à 8+000	effaçage SH jaune + marquage SH blanche de la voie rapide (VR)+ pose glissières de sécurité en terre plein central : durée ½ journée.	Pas de déviation ; travaux sous protection FLR
1c	15/02/2010	Sens Saint-Dié vers Lunéville : PR7+900 à 7+800	effaçage SH jaune + marquage SH blanche de la VR	Pas de déviation (travaux hors circulation)
1d	15/02/2010	Sens Saint-Dié vers Lunéville : PR7+900 à 7+800	effaçage SH jaune + marquage SH blanche de la VL	Pas de déviation . Fermeture bretelle d'accès de l'échangeur de Betailne : panneau sens interdit - FLR
2a	15/02/2010 au 05/03/2010	échangeur de Betailne : bretelles de sortie et d'entrée	fin de la construction des bretelles de l'échangeur de Betailne avec raccordement au giratoire	Déviation par échangeur par RD590 entre échangeurs de Betailne et de Gerbéviller : panneaux déviation, circulation interdite sauf riverains et chantier.
3a	08/03/2010 au 09/03/2010	échangeur de Gerbéviller – sens Saint-Dié vers Lunéville : bretelle d'entrée	travaux de remise en l'état initial (réduction de la largeur)	Déviation par RD590 : panneaux déviation, sens interdit,

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de LARONXE et MONCEL LES LUNEVILLE ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, (LUNEVILLE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Messieurs les Maires des communes de LARONXE et MONCEL LES LUNEVILLE

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG-Est
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin lès Metz, le 12 février 2020

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
 Pour le Préfet et par délégation
 Le chef de la division d'exploitation de Metz
 David MAZOYER

Extrait de l'arrêté N°2010-DIR-Est-M-54-005 du 12 février 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de réalisation de la RN 59 en 2x2 voies entre St. Clément et Azerailles (accès par l'échangeur de Baccarat).

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	RN59
Points Repères PR. et sens	Sens Lunéville vers Saint Dié des Vosges : PR 22+900 à 23+300
SECTION	Azerailles / Baccarat
NATURE DES TRAVAUX	- accès et sortie du chantier de la construction de la 2X2 voies
PERIODE GLOBALE	15 février 2010 au 30 juin 2010
SYSTEME D'EXPLOITATION	- accès chantier en utilisant la bretelle en boucle actuellement hors service (bretelle d'accès à la future 2X2 depuis Baccarat vers Lunéville) - sortie chantier vers Saint-Dié par la voie rapide
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : SCREG EST
	MISE EN PLACE PAR : DIR EST – district de Nancy – CEI de Saint-Dié

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
1	15/02/2010 au 30/06/2010	Sens Lunéville vers Saint Dié : PR22+900 à 23+300	Accès chantier ; approvisionnement de matériaux en provenance de Raon L'Etape	Pas de déviation panneaux : - KD42 « accès chantier » - « limitation de vitesse 50 km/h » sur bretelles - balises K5d (remplace J11) - K5c (soir et week end) - « sens interdit sauf engins de chantier » - séparateurs de voie K16 - « travailleur » - « interdiction de doubler » - « fin de prescription »

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de LARONXE et MONCEL LES LUNEVILLE;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle) et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, (LUNEVILLE) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Messieurs les Maires des communes de LARONXE et MONCEL LES LUNEVILLE

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de SCREG-Est
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
Moulins lès Metz, le 12 février 2020

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
Pour le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/002 du 16 février 2010 relatif à l'enquête de commodo et incommodo sur la commune de GELACOURT - suppression du PN n° 35 non gardé

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1 : Il sera procédé dans la commune de GELACOURT à une enquête de "commodo et incommodo" sur le projet présenté par la société nationale des chemins de fer français, relatif à la suppression du passage à niveau public non gardé n°35, situé au point kilométrique 406,682 de la ligne de chemin de fer de LUNEVILLE à SAINT-DIE, sur le territoire de la commune de GELACOURT.

Article 2 : Dès réception du dossier, l'enquête sera annoncée aux habitants dans la forme ordinaire et par voie de publication et d'affiches par les soins de la mairie concernée.

Article 3 : Le dossier sera déposé à la mairie pendant 16 jours consécutifs du lundi 8 mars au jeudi 25 mars 2010 inclus et pourra y être consulté en mairie GELACOURT, les lundi et jeudi, de 18h00 à 19h00.

Ce délai de 16 jours ne courra qu'à partir de l'annonce de l'enquête.

Article 4 : Monsieur Jean-Luc PLEIGNET domicilié 8 place de Karlsruhe – 54000 NANCY, est nommé commissaire enquêteur. Il recevra les déclarations des habitants sur le projet dont il s'agit le 25 mars 2010 de 14h00 à 18h00, en mairie de GELACOURT.

Article 5 : Le maire de la commune remettra au commissaire enquêteur, avant l'enquête, le certificat constatant l'accomplissement des formalités prescrites à l'article II.

Ce certificat sera annexé au procès-verbal du commissaire-enquêteur.

Article 6 : Le commissaire enquêteur mentionnera et certifiera, sur un procès-verbal établi à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites oralement et que les déclarants seront invités à signer.

Il joindra à ce document, en leur donnant un numéro d'ordre, celles qui lui auront été transmises par écrit au cours de l'enquête.

Le procès-verbal devra être complété par l'avis personnel et motivé du commissaire enquêteur, qui visera en outre les pièces du dossier et remettra sous huitaine celui-ci au maire.

Article 7 : Le conseil municipal de la commune délibérera le plus tôt possible sur le projet après clôture de l'enquête et, au plus tard, deux mois après la remise du dossier au maire.

Au cas où le conseil municipal n'aurait pas examiné le projet dans ce délai, il sera réputé avoir donné un avis favorable.

Article 8 : Le maire de la commune transmettra immédiatement à la préfecture après cette délibération, toutes pièces constitutives au dossier de l'enquête.

Article 9 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le maire de GELACOURT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. le directeur départemental des territoires ;
- M. le directeur délégué infrastructure– direction SNCF METZ-NANCY ;
- M. Jean-Luc PLEIGNET, commissaire enquêteur ;
- M le directeur des archives départementales ;
- préfecture, bureau du management stratégique de services de l'état.

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 16 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire Général
François MALHANCHE

Service agriculture forêt chasse

Extrait de l'arrêté - DDT/AFC/Association Foncière/2010/059 – du 16 février 2010 portant dissolution de l'association foncière de BRIN SUR SEILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSTATANT que l'association foncière de BRIN SUR SEILLE n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

ARRETE

Article 1 - L'association foncière de BRIN SUR SEILLE est dissoute.

Article 2 - Le patrimoine foncier de l'association foncière de BRIN SUR SEILLE est transféré à la commune de BRIN SUR SEILLE qui en assurera l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de BRIN SUR SEILLE sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de BRIN SUR SEILLE.

Article 4 - Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et le trésorier payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de BRIN SUR SEILLE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté N°2010/DDT54/ADUR/002 du 19 février 2010 - Approbation de la carte communale de la commune de HAMMEVILLE en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : La carte communale de HAMMEVILLE qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- un plan des servitudes d'utilité publique au 1/5 000^e,
- un plan des réseaux au 1/2 000^e,
- annexes.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de HAMMEVILLE n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire de HAMMEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 février 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Service solidarité autonomie

Extrait de l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice est ainsi établie pour le département de Meurthe-et-Moselle :

1° Tribunal d'Instance de NANCY

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY
- Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 1, rue du Luxembourg 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY (siège : 6, allée de Saint Cloud 54600 VILLERS-LES-NANCY)
- Union Départementale Mutualiste de Meurthe-et-Moselle (UDM-Mutualité 54), domiciliée 7, rue Lyautey BP 327 54000 NANCY (siège : 51, rue Emile Bertin 54000 NANCY)

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme BARTHELEMY Sophie, domiciliée 9, rue Jéricho BP 60047, 54220 MALZEVILLE
- Mme COFFION Marie-Claire, domiciliée 14, rue des Violettes MOULINS 54770 BOUXIERES-AUX-CHENES
- Mme COLSON Hélène, domiciliée BP 63010, 54272 ESSEY LES NANCY
- Mme COULOMBET Colette, domiciliée 470, avenue André Malraux BP 19, 54602 VILLERS-LES-NANCY
- Mme DAHLER Nelly, domiciliée BP 381, 54007 NANCY
- Mme DUPONT Anne-Emilie, domiciliée 508, boulevard Roland Garros 54460 LIVERDUN
- Mme FRIDEY Line, domiciliée 27, rue du Chêne 54690 EULMONT
- Mme GRILL Patricia, domiciliée 76, rue Charles de Gaulle 54121 VANDIERES
- Mme MAYEUR Danielle, domiciliée à l'IUFM, 5, rue Paul Richard 54230 MAXEVILLE
- Mme PERI Agnès, domiciliée 42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES
- Mme POCHARD Georgette, domiciliée 27, rue Jean Mermoz 54700 JEZAINVILLE
- Mme SOLA Elise, domiciliée 7, rue Edouard Herriot 54600 VILLERS-LES-NANCY
- Mlle VIBRAC Line, domiciliée 9, rue de Jéricho BP 60047, 54220 MALZEVILLE
- Mme VILLA Claudine, domiciliée 14, rue de Clauselle 54990 XEUILLEY

III) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

- Mme BRENOT Nelly, agent administratif à la maison de retraite Saint-François d'Assise, 69 avenue du Général Leclerc 54700 PONT-A-MOUSSON
- Mme CHACHAY Emmanuella, Mlle FRICADEL Amélia et Mme GENOT Véronique, gérantes de tutelle au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS), 4 rue Léon Parisot 54110 ROSIERES-AUX-SALINES – pour l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement (EPDTPH), l'Etablissement Public Communal pour Personnes Handicapées (EPCPH) : Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de ROSIERES-AUX-SALINES et Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) de BAYON, et les Etablissements Publics Communaux de BLAMONT, CIREY-SUR-VEZOUZE et THIAUCOURT
- Mlle CROISSANT Françoise, Mme LELEU Colette, Mme LIENARD Nathalie, préposées du Centre Psychothérapique de NANCY, BP 1010 54521 LAXOU

- Mme DELICOURT Yvette, préposée au Centre Hospitalier Spécialisé, 3 rue du Jeu de Paume 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Mme DE SOUSA Brigitte et Mme LAHAYE Evelyne, préposées du Centre Hospitalier Universitaire – Hôpital Central, Hôpital Saint-Julien, Centre Long Séjour Stanislas, 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – CO n° 34, 54035 NANCY Cedex
- Mme GIRARD Agnès, préposée de la maison de retraite de Faulx 54760 FAULX
- Mme HATTENBERGER, adjoint administratif à la maison de retraite, rue Paquis des Toiles 54110 ROSIERES-AUX-SALINES
- Mlle MEXIQUE épouse BRABLE Pauline, préposée à la maison de retraite 2, rue Henri Poulet BP 17, 54470 THIAUCOURT
- M. NOIREZ Dominique, directeur, préposé à l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand (AGAFAB), 3 rue Aristide Briand 54230 NEUVES-MAISONS
- Mme POIRIER Marie-Laure, secrétaire de direction à la maison de retraite Saint Remy, 14 rue Chanoine Jacob BP 3399, 54015 NANCY
- Mme ROBERT Catherine, préposée du Centre Hospitalier de TOUL, 1 cours Raymond Poincaré BP 310, 54201 TOUL
- Mme VILLA Claudine, préposée du Centre Jacques Parisot 78, rue Jacques Callot 54550 BAINVILLE-SUR-MADON
- Mme WOLF, préposée de la maison de retraite Notre Maison, 52 rue des Jardiniers 54000 NANCY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

- I) personnes morales gestionnaires de services : néant
- II) personnes physiques exerçant à titre individuel : néant
- III) personnes physiques et services préposés d'établissement : néant

2° Tribunal d'Instance de Lunéville

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY
- Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 1, rue du Luxembourg 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY (siège : 6, allée de Saint Cloud 54600 VILLERS-LES-NANCY)
- Union Départementale Mutualiste de Meurthe-et-Moselle (UDM-Mutualité 54), domiciliée 7, rue Lyautey BP 327 54000 NANCY cedex (siège : 51, rue Emile Bertin 54000 NANCY)

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

- Mme BARTHELEMY Sophie, domiciliée 9 rue Jéricho BP 60047, 54220 MALZEVILLE
- Mme COLSON Hélène, domiciliée BP 63010, 54272 ESSEY-LES-NANCY
- Mme COULOMBET Colette, domiciliée 470 avenue André Malraux BP 19, 54602 VILLERS LES NANCY
- Mme DAHLER Nelly, domiciliée BP 381, 54007 NANCY

III) Personnes physiques et services préposés d'établissement

- Mme CHACHAY Emmanuella, Mlle FRICADEL Amélia et Mme GENOT Véronique, gérantes de tutelle au Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAPS), 4 rue Léon Parisot 54110 ROSIERES AUX SALINES - pour l'Etablissement Public Départemental de Travail Protégé et d'Hébergement (EPDTPH), l'Etablissement Public Communal pour Personnes handicapées (EPCPH) : Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) de ROSIERES AUX SALINES et Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) de BAYON, et les Etablissements Publics Communaux de BLAMONT, CIREY SUR VEZOUZE et THIAUCOURT
- Mme DELICOURT Yvette, préposée au centre hospitalier de Lunéville et à la maison de retraite Saint Charles, 53 rue de Villers 54300 LUNEVILLE
- Mme LAURENT Isabelle, préposée à la maison de retraite de Gerbéviller, 1 ruelle du Jard 54830 GERBEVILLER
- Mme SEIGNE Marie-Pierre, préposée à la maison de retraite 3 H SANTE, 6 rue Chanzy 54540 BADONVILLER
- Mme SEIGNE Marie-Pierre, préposée à l'hôpital 3 H SANTE, 62 rue Raymond Poincaré 54480 CIREY SUR VEZOUZE
- Mme SEIGNE Marie-Pierre, préposée à l'hôpital 3 H SANTE, 17 rue Voise 54450 BLAMONT

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

- I) personnes morales gestionnaires de services : néant
- II) personnes physiques exerçant à titre individuel : néant
- III) personnes physiques et services préposés d'établissement : néant

3° Tribunal d'Instance de BRIEY

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY
- Association Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux de Meurthe-et-Moselle (AEIM 54), service domicilié 1, rue du Luxembourg 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY (siège : 6, allée de Saint Cloud 54600 VILLERS-LES-NANCY)
- Union Départementale Mutualiste de Meurthe-et-Moselle (UDM-Mutualité 54), domiciliée 7, rue Lyautey BP 327 54000 NANCY cedex (siège : 51, rue Emile Bertin 54000 NANCY)

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : Néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissement :

- M. DE CLERCK Gabriel, gérant de tutelle au Centre Hospitalier Maillot 54140 BRIEY
- Mme DI LIBERTO Barbara, gérante de tutelle à Alpha Santé, 4 rue Alfred L'abbé 54350 MONT-SAINT-MARTIN
- Mme HABAY Isabelle, préposée à la maison de retraite Saint Louis, 2 rue Saint Louis 54400 LONGWY
- Mme BODEVING Assomption, préposée à la maison de retraite La Roseraie, 29 rue Louis Quinquet 54260 LONGUYON

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

- I) personnes morales gestionnaires de services : néant
- II) personnes physiques exerçant à titre individuel : néant
- III) personnes physiques et services préposés d'établissement : néant

Article 2 : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle aux prestations sociales versées aux adultes ou de la mesure d'accompagnement judiciaire est ainsi établie pour le département de Meurthe-et-Moselle :

1° Tribunal d'Instance de NANCY

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

- I) Personnes morales gestionnaires de services : néant
- II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant
- III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

2° Tribunal d'Instance de Lunéville

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

I) Personnes morales gestionnaires de services : néant

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

3° Tribunal d'Instance de BRIEY

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

I) Personnes morales gestionnaires de services : néant

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

Article 3 : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées par les juges en qualité de délégué aux prestations familiales est ainsi établie pour le département de la Meurthe-et-Moselle :

1° Tribunal d'Instance de NANCY

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

I) Personnes morales gestionnaires de services : néant

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

2° Tribunal d'Instance de Lunéville

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

I) Personnes morales gestionnaires de services : néant

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

3° Tribunal d'Instance de BRIEY

a) pendant le délai mentionné au I, II, et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus :

I) Personnes morales gestionnaires de services :

- Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (UDAF 54), service et siège domiciliés 38, rue Ste Catherine 54000 NANCY

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles

I) Personnes morales gestionnaires de services : néant

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel : néant

III) Personnes physiques et services préposés d'établissements : néant

Article 4 : Les arrêtés préfectoraux DDASS/CS 2009/58 du 12 février 2009 et DDASS/CS 2009-342 du 22 mai 2009 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du Département de Meurthe-et-Moselle, sont abrogés.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés ;

- au procureur de la République près le tribunal de grande instance de NANCY et de BRIEY ;

- aux juges des tutelles - tribunal d'instance de NANCY, LUNEVILLE, BRIEY ;

- aux juges des enfants - tribunal d'instance de NANCY et BRIEY.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville, dans les deux mois à compter de la notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NANCY, 5 place Carrière CO 38 54038 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°261 du 22 février 2010 autorisant l'extension de capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées d'Haroué.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

CONSIDERANT :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité du « Pays du sud-ouest Meurthe-et-Mosellan » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;
- que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'association d'aide aux personnes âgées d'HAROUÉ et environs (ASAPA), dont le siège est situé 7 rue du Général Pouget – 54740 HAROUÉ, est autorisée à augmenter de 7 places pour personnes âgées la capacité de son service de soins infirmiers à domicile à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 2 : La capacité globale du service de soins infirmiers à domicile d'HAROUÉ est fixée à 40 places pour personnes âgées à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 3 : La localisation et la zone d'intervention géographique du service de soins infirmiers à domicile d'HAROUÉ sont inchangées.

Article 4 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 199 7

Code statut juridique : 60 « Ass. L.1901 non R.U.P. »

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 256 4

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 « SSIAD »

Capacité : 40

Code discipline : 358 « soins infirmiers à domicile »

Capacité : 40

Code activité / fonctionnement : 16 « prestation en milieu ordinaire »

Capacité : 40

Code clientèle : 700 « personnes âgées »

Capacité : 40

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY - 5 place carrière - 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à l'association d'aide aux personnes âgées d'HAROUÉ et environs (ASAPA), 7 rue du Général Pouget – 54740 HAROUÉ.

Nancy, le 22 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet de Lunéville
Philippe SAFFREY

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°265 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°26 du 24 février 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Notre Dame du Bon Repos » de MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Notre Dame du Bon Repos » de MAXEVILLE est fixée à :

- 129 places d'hébergement permanent, dont 30 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 3 places d'hébergement temporaire dont 1 place pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,
- 15 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 129 places d'hébergement permanent.

Les 3 places d'hébergement temporaire et les 15 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 133 6

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 316 7

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 147

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 99

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 99
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 99
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 30
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 30
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 30
Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)	capacité : 3
Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)	capacité : 3
Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)	capacité : 2
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 1
Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)	capacité : 15
Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)	capacité : 15
Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)	capacité : 15

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 février 2010

Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle

Et par délégation

Pour le secrétaire général absent

Le sous-préfet de Lunéville

Philippe SAFFREY

Michèle PILOT,
vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA N°266 - DISAS/DIRECTION PA/PH N°25 du 24 février 2010 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Maison des Vignes » de MALZEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées, par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « La Maison des Vignes » de MALZEVILLE est fixée à :

- 78 places d'hébergement permanent, dont 11 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées,

- 2 places d'hébergement temporaire,

- 8 places d'accueil de jour pour personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 78 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 8 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter de la date de la visite de conformité prévue à l'article L313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 94 000 408 8

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 424 8

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 88

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 67

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 67

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 67

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 11

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 11

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 11

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 2

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 2

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 8

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 8

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 8

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 24 février 2010
Pour le préfet de Meurthe-et-Moselle
Et par délégation
Pour le secrétaire général absent
Le sous-préfet de Lunéville
Philippe SAFFREY

Michèle PILOT,
vice-présidente déléguée au
développement social
et aux personnes âgées et handicapées

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV/N°226-10 du 15 février 2010 portant modification statutaire de la société d'exercice libéral en commandite par actions "Laboratoire médico-biologique ATOUTBIO" sis 1170 avenue Raymond Pinchard à NANCY (54000) - agrément SELCA 08 - autorisation N°54-10 - autorisation N°54-21 - autorisation N°54-46 - autorisation N°54-75

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le procès-verbal d'assemblée générale de la gérance du 21 décembre 2009 :

- Prenant acte de la démission de Monsieur François LAMY de ses fonctions de gérant au 31 décembre 2009 ;
- Nommant Madame Alexandra MEYER, directrice du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis Centre d'Affaires les Nations – 23, boulevard de l'Europe à VANDOEUVRE-LES-NANCY, à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

ARRETE

Article 1 : A compter du 1^{er} janvier 2010, la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO », agréée sous le n° 08, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifiée comme suit :

Dénomination sociale : SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO »

Siège social : 1170 avenue Raymond PINCHARD - 54000 NANCY

Capital social : 431 420 €

Répartition du capital social :

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, associé professionnel possédant 14.561 actions
- Madame Géraldine DAP, associée professionnelle possédant 1 action
- Madame Alexandra MEYER, associée professionnelle possédant 1 action
- Madame Laure COMBES, associée professionnelle possédant 1 action
- Monsieur François LAMY, associé professionnel externe possédant 1 action
- Monsieur Christophe BAILLET, associé professionnel externe possédant 1256 actions
- SELARL « ESPACEBIO », associée professionnelle externe possédant 3.900 actions
- SAS « LORBIO », porteur possédant 19.499 actions

Objet de la société : l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

2 rue des quatre églises

54000 NANCY

Autorisation n° 54-10

Directeur : Madame Laure COMBES, pharmacien biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

1170, avenue Raymond Pinchard

54000 NANCY

Autorisation n° 54-75

Directeur : Monsieur Jean-Marcel PAULUS, pharmacien biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

23, boulevard de l'Europe

Centre d'Affaires « Les Nations »

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Autorisation n° 54-46

Directeur : Madame Alexandra MEYER, médecin biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9, Square de Liège

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Autorisation n° 54-21

Directeur : Madame Géraldine DAP, médecin biologiste

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Madame Laure COMBES,
- Madame Géraldine DAP,
- Monsieur François LAMY,
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS,
- Madame Alexandra MEYER,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 15 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/OSV N° 229/10 du 17 février 2010 portant modification de la société d'exercice libéral par actions simplifiées « BIO-Z » de SAINT-NICOLAS-DE-PORT agréée sous le n° 05 - autorisation N°54-24 - autorisation N°54-61 - autorisation N°57-115 - autorisation N°57-82

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le procès-verbal des décisions collectives des associés de la SELAS « BIO-Z » prises par acte sous seing privé le 19 novembre 2009 :

- Autorisant la cession d'une action de la SELAS « BIO-Z », détenue par Mme Pascale ERRARD, associée professionnelle en exercice, au profit de Mme Christine HENRY ;
- Nommant Mme Christine HENRY en qualité de nouvelle associée, de directeur Général de la SELAS « BIO-Z » et en qualité de directrice du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à SAINT-NICOLAS-DE-PORT ;
- Prenant acte de la démission de Mme Pascale ERRARD de ses fonctions de directeur général de la SELAS « BIO-Z » et de ses fonctions de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis à CHATEAU-SALINS ;
- Nommant Mme Elisabeth VAUTRIN, associée professionnelle en exercice, en qualité de directrice du laboratoire d'analyse de biologie médicale sis à CHATEAU-SALINS ;
- Décidant de modifier les statuts de la SELAS « BIO-Z »

ARRETE

Article 1 : A compter du 1^{er} décembre 2009, l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 janvier 2010 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELAS « BIO-Z » agréée sous le n° 5, est modifié comme suit :

Dénomination : SELAS «BIO - Z»

Siège social : 5 rue Jolain - 54210 Saint-Nicolas-de-Port

Forme : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Objet de la société : La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur. Elle peut, en outre, accomplir toute opération, notamment financière, civile ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

5 rue Jolain

54210 Saint-Nicolas-de-Port

Autorisation n° 54-24

Directrice : Mme Christine HENRY, médecin biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

54 rue Gabriel Péri

54110 Dombasle-sur-Meurthe

Autorisation n° 54-61

Directeur : M. Philippe WATRIN, pharmacien biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

15 place de la Saline

57170 Château-Salins

Autorisation n° 57-115

Directrice : Mme Elisabeth VAUTRIN, pharmacienne biologiste

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

12, place de la République

57100 Thionville

Autorisation n° 57-82

Directrice : Mme Brigitte BERNAT, pharmacienne biologiste

Président :

Monsieur Philippe WATRIN

Directrices Générales :

Madame Brigitte BERNAT

Madame Christine HENRY

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS «BIO - Z» ;
- Monsieur Philippe WATRIN ;
- Madame Brigitte BERNAT ;
- Madame Christine HENRY
- Madame Elisabeth VAUTRIN
- Groupement Strasbourgeois d'Avocats ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de Saint-Nicolas-de-Port ;
- Monsieur le Maire de Dombasle-sur-Meurthe ;
- Monsieur le Maire de Château-Salins ;
- Monsieur le Maire de Thionville ;
- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N°230-10 du 17 février 2010 portant modification de la SELAS « MAIREY » de BRIEY - agrément N°15 - autorisation N°54-74 - autorisation N°54-92

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT les décisions collectives des associés par acte sous seing privé du 15 décembre 2009 :

- Prenant acte de la démission de M. Didier MAIREY en qualité de Président et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9, rue de Metz à BRIEY ;
- Décidant de nommer Mme Marie-Hélène CLAUDET en qualité de Président de la Société et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 9, rue de Metz à BRIEY ;
- Décidant d'agréer la cession d'1 action par la SELAS « Laboratoires AUBERT-DENIS » au profit de Mme Marie-Hélène CLAUDET ;
- Prenant acte de la démission de M. Jean-Philippe RAULT en qualité de directeur général et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21, rue de la Liberté à PIENNES ;
- Décidant d'agréer la cession d'1 action appartenant à M. Jean-Philippe RAULT au profit de M. Jacques DAROLLES ;
- Décidant de nommer M. Jacques DAROLLES en qualité de directeur général et directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 21, rue de la Liberté à PIENNES ;
- Décidant d'agréer la cession de 997 actions au profit de la SELAS « Laboratoires AUBERT-DENIS » ;

ARRETE

Article 1 : L'article 1^{er} de l'arrêté modifié DDASS/AES N° 179 du 28 mai 2001 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée «SELARL laboratoire d'analyses de biologie médicale MAIREY » agréée sous le n° 15, est modifié comme suit, à compter du 2 janvier 2010 :

Dénomination sociale : SELAS « MAIREY »

Siège social : 9 rue de Metz - 54150 BRIEY

Forme : Société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS)

Objet de la société : La société a pour objet l'exploitation en commun d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale dans le respect des lois et règlements en vigueur.

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

9 rue de Metz

54150 BRIEY

Autorisation n° 54-74

Directeur : Mme Marie-Hélène CLAUDET, biologiste médical, pharmacien

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

21 rue de la Liberté

54490 PIENNES

Autorisation n° 54-92

Directeur : M. Jacques DAROLLES, biologiste médical, médecin

Président :

Mme Marie-Hélène CLAUDET

Directeur Général :

M. Jacques DAROLLES

Répartition du capital social :

M. Jacques DAROLLES, associé professionnel possédant 1 action

Mme Marie-Hélène CLAUDET, associée professionnelle, possédant 1 action

SELAS « Laboratoires AUBERT-DENIS », associée professionnelle externe possédant 997 actions

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation, soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- SELAS MAIREY ;
- Madame Marie-Hélène CLAUDET ;
- Monsieur Jacques DAROLLES ;
- Monsieur le directeur de l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ;
- Madame la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales, inspection de la pharmacie ;
- Monsieur le maire de Briey ;
- Monsieur le président du conseil central de la section G de l'ordre national des pharmaciens ;
- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de NANCY ;
- Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de LONGWY ;
- Monsieur le directeur départemental des archives.

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/262-10 du 22 février 2010 portant radiation de l'agrément n° 38 - CENTRE HOSPITALIER - B.P. 30206 - 54301 LUNEVILLE CEDEX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT :

- Que par courrier du 6 mars 2009, l'établissement hospitalier a informé la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, qu'il n'assurait plus de transports sanitaires depuis mars 2008 suite à l'externalisation de ce service ;
- Que l'article R.6312-39 du code de la santé publique rend caduque toute autorisation « lorsque, du fait de son bénéficiaire, le véhicule est mis hors service pendant plus de trois mois » ;

CONSIDERANT :

- Qu'au vu de ces éléments, le Centre Hospitalier de Lunéville ne remplit plus les conditions nécessaires à l'agrément de transports sanitaires ;

ARRETE

Article 1 : L'agrément n° 38 délivré au centre hospitalier de LUNEVILLE au titre du transport sanitaire, est radié de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, notifié à Monsieur le Directeur du centre hospitalier de LUNEVILLE et dont un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 22 février 2010

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires
et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim,
Claudine BARBASTE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**Extrait d'une décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 17 février 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'Association CARREFOUR DES JEUNES 23 Grande Rue – 54470 BEAUMONT SIRET 384 643 516 000 14 code APE 552 A O est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait d'une décision d'agrément d'une entreprise solidaire du 17 février 2010 au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

DECIDE

Article 1er : L'Association CIE – CPIE NANCY CHAMPENOUX 51 rue St Barthélemy – 54280 CHAMPENOUX SIRET 415 079 318 000 10 code APE 804 D est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général et le Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 17 février 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Arrêté du 1^{er} mars 2010 fixant la répartition des cantons et communes de Meurthe-et-Moselle par section d'inspection du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU les articles R 8122-8 et R 8122-9 du Code du Travail

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

VU le décret n° 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2009 déterminant le nombre de sections d'inspection du travail en Lorraine

VU l'arrêté ministériel en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à compter du 15 février 2010

DECIDE

Article 1 : Les neuf sections d'inspection du travail de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE sont délimitées comme indiqué dans les tableaux annexés à la présente décision.

Article 2 : La présente décision prendra effet au 1^{er} mars 2010. Elle annule et remplace les précédentes décisions ayant le même objet.

Article 3 : Le Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE est chargé de l'application de la présente décision.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Serge LEROY

Répartition des cantons et communes de Meurthe-et-Moselle par section**1^{ère} section**

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Herseange : HAUCOURT-MOULAINES • HERSEANGE • HUSSIGNY-GODBRANGE • LONGLAVILLE • MEXY • SAULNES

Canton de Mont-Saint-Martin : CHENIERES • COSNES-ET-ROMAIN • CUTRY • GORCY • LEXY • MONT-SAINT-MARTIN • REHON • VILLE-HOUDLEMONT

Canton de Villerupt : BASLIEUX • BAZAILLES • BOISMONT • BREHAIN-LA-VILLE • FILLIERES • LAIX • MORFONTAINE • THIL • TIERCELET • VILLE-AU-MONTOIS • VILLERS-LA-MONTAGNE • VILLERUPT

Canton de Longwy : une seule commune, LONGWY

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ACHILLE LEROY	JEAN SCHERBECK
ALFRED KRUG	JOSEPH CUGNOT
ALGERIE	JOSEPH FLORENTIN (rue)
ANDREU DE BILISTEIN (quai)	JOSEPH FLORENTIN (quai)
AUSTRASIE (boulevard)	KANAZAWA (promenade)
BARON BUQUET	LA MOTHE
BONSECOURS (port de)	LUCIEN CUENOT (espace)
CANAUX (promenade)	MARCEL BROT
CHALIGNY	MARCEL BROT (rond point)
CHANOINE DRIOTON	MARTIN MUNIER
CHARLES WELSCHE	PAUL COLIN
CINQ PIQUETS (chemin)	PONT CEZARD
CRISTALLERIES	PROFESSEUR ALBERT FRUHHINSHOLZ
DIGUE	PROGRES
DOUANE	QUAI SAINT GEORGES
FRANCOIS GUINET	QUAI SAINTE CATHERINE
FRERES LURCAT	REMENAUVILLE
GEORGES DE LA TOUR	SABLES
GLEIZE (impasse)	SAINT GEORGES (quai)
HENRI BAZIN	TOMBLAINE
INDUSTRIELLE	VICTOR
JACQUES VILLERMAUX	VINGTIEME CORPS
JEAN MOULIN	

2^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Audun-le-Roman : ANDERNY • AUDUN-LE-ROMAN • AVILLERS • BETTAINVILLERS • BEUVILLERS • CRUSNES • DOMPRIX • ERROUVILLE • JOPPECOURT • JOUDREVILLE • LANDRES • MAIRY-MAINVILLE • MALAVILLERS • MERCY-LE-BAS • MERCY-LE-HAUT • MONT-BONVILLERS • MURVILLE • PIENNES • PREUTIN-HIGNY • SAINT-SUPPLET • SANCY • SERROUVILLE • TRIEUX • TUCQUENIEUX • XIVRY-CIRCOURT

Canton de Briey : ANOUX • AVRIL • LES BAROCHES • BRIEY • JOEUF • LANTEFONTAINE • LUBEY • MANCE • MANCIEULLES

Canton d'Homécourt : AUBOUÉ • BATILLY • HATRIZE • HOMECOURT • JOUAVILLE • MOINEVILLE • MOUTIERS • SAINT-AIL • VALLEROY

Canton de Longuyon : ALLONDELLE-LA-MALMAISON • BEUVEILLE • CHARENCY-VEZIN • COLMEY • CONS-LA-GRANDVILLE • DONCOURT-LES-LONGUYON • EPIEZ-SUR-CHIERS • FRESNOIS-LA-MONTAGNE • GRAND-FAILLY • HAN-DEVANT-PIERREPONT • LONGUYON • MONTIGNY-SUR-CHIERS • OTHE • PETIT-FAILLY • PIERREPONT • SAINT-JEAN-LES-LONGUYON • SAINT-PANCRE • TELLANCOURT • UGNY • VILLERS-LA-CHEVRE • VILLERS-LE-ROND • VILLETTE • VIVIERS-SUR-CHIERS

Canton de Jarville-la-Malgrange : HEILLECOURT (à l'exception de l'établissement COLAS situé à HEILLECOURT) • HOUEMONT • JARVILLE-LA-MALGRANGE • LUDRES

Ville de VANDŒUVRE-LES-NANCY : Association REALISE

3^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Nomeny : ABAUCOURT • ARMAUCOURT • ARRAYE-ET-HAN • BELLEAU • BEY-SUR-SEILLE • BRATTE • CHENICOURT • CLEMERY • EPLY • FAULX • JEANDELAINCOURT • LANFROICOURT • LETRICOURT • LEYR • MAILLY-SUR-SEILLE • MALLELOY • MOIVRONS • MONTENOY • NOMENY • PHLIN • RAUCOURT • ROUVES • SIVRY • THEZEY-SAINT-MARTIN • VILLERS-LES-MOIVRONS

Canton de Pompey : CHAMPIGNEULLES • FROUARD • MARBACHE • MAXEVILLE • POMPEY • SAIZERAIS

Canton de Pont-à-Mousson : ATTON • AUTREVILLE-SUR-MOSELLE • BELLEVILLE • BEZAUMONT • BOUXIERES-SOUS-FROIDMONT • CHAMPEY-SUR-MOSELLE • LANDREMONT • LESMENILS • LOISY • MILLERY • MORVILLE-SUR-SEILLE • MOUSSON • PONT-A-MOUSSON • PORT-SUR-SEILLE • SAINTE-GENEVIEVE • VILLE-AU-VAL • VITTONVILLE

Communes : BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

Commune de Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE LEMIRE	JEAN BOSCO (allée)
AMBROISE THOMAS (sentier)	JEAN LAMOUR
ANTONIN DAUM	JOLI CŒUR
ATRIE	LA FLIZE
BERGNIER	LECREULX
BERLET (Passage)	MAC MAHON
BRACONNOT	MALZEVILLE
CANAL (impasse)	MALZEVILLE (sentier)
CANROBERT	MARCEL SIMON (rond point)
CESAR BAGARD	MARTIMPREY
CHARLES DE FOUCAULD	MATHIAS SCHIFF

CHARLES DUSSAULX	MEURTHE
CHARLES KELLER	MEUTES
CHARLES V (boulevard)	MICHELET
CHÂTEAU SALINS	MOLLEVAUT
CITADELLE	OBERLIN
CLAUDOT	PEPINIERE (parc)
COLONEL PAUL DAUM	PEPINIERE (terrasse)
COURBESSEAUX (sentier)	PHILIPPE DE GUELDRES
CRAFFE	PONT DE LA CROIX
CROSNE	PORT AUX PLANCHES
DIEUZE	PORT AUX PLANCHES (allée)
DIGOT (passage)	POUDRIERE (chemin)
DOCTEUR GRANDJEAN	REGNEVILLE
EDOUARD PIERSON	SABLONS (ruelle)
EMILIE DU CHATELET (promenade)	SAINT FIACRE
ERNEST BUSSIERES	SAINT VINCENT DE PAUL
EUGENE VALLIN	SAINT VINCENT DE PAUL (impasse)
FAUBOURG DES TROIS MAISONS	SEBASTIEN LECLERC
FEYENS	SELLIER
FONTENOY	SIGISBERT ADAM
FRERES DAUM	SOLIGNAC
FRERES HENRY	SUZANNE REGNAULT GOUSSET
FRERES NOEL (carrefour)	TANNERIES
FRERES SIMONIN (ruelle)	TANNERIES (sentier)
GLACIS	VANNES
GRANDVILLE	VAYRINGE
GUILBERT DE PIXERECOURT	VILLA VERDIER
GUSTAVE PETIT	VINAIGRIERS (sentier)
HENRI DEGLIN	VINGT SIXIEME R I
HENRI LEPAGE	VIRGINIE MAUVAIS
HYPPOLYTE GLEIZE	VITRIMONT (ruelle)
JACQUES DELIVRE	

4^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton d'Arracourt : ARRACOURT • ATHIENVILLE • BATHELEMONT-LES-BAUZEMONT • BEZANGE-LA-GRANDE • BURES • COINCOURT • JUVRECOURT • MOUACOURT • PARROY • RECHICOURT-LA-PETITE • XURES

Canton de Baccarat : AZERAILLES • BACCARAT • BERTRICHAMPS • BROUVILLE • DENEUVRE • FLIN • FONTENOY-LA-JOUTE • GELACOURT • GLONVILLE • HABLAINVILLE • LACHAPELLE • MERVILLER • MIGNEVILLE • MONTIGNY • PETTONVILLE • REHERREY • THIENVILLE-SUR-MEURTHE • VACQUEVILLE • VAXAINVILLE • VENEY

Canton de Badonviller : ANGOMONT • BADONVILLER • BIONVILLE • BREMENIL • FENNEVILLER • NEUFMAISONS • NEUVILLER-LES-BADONVILLER • PEXONNE • PIERRE-PERCEE • RAON-LES-LEAU • SAINTE-POLE • SAINT-MAURICE-AUX-FORGES

Canton de Blâmont : AMENONCOURT • ANCERVILLER • AUTREPIERRE • AVRICOURT • BARBAS • BLAMONT • BLEMERREY • BURIVILLE • CHAZELLES-SUR-ALBE • DOMEVRE-SUR-VEZOUZE • DOMJEVIN • EMBERMENIL • FREMENIL • FREMONVILLE • GOGNEY • GONDREXON • HALLOVILLE • HARBOUEY • HERBEVILLER • IGNEY • LEINTREY • MONTREUX • NONHIGNY • OGEVILLER • RECLONVILLE • REILLON • REMONCOURT • REPAIX • SAINT-MARTIN • VAUCOURT • VEHO • VERDENAL • XOUSSE

Canton de Cirey-sur-Vezouze : BERTRAMBOIS • CIREY-SUR-VEZOUZE • PARUX • PETITMONT • SAINT-SAUVEUR • TANCONVILLE • VAL-ET-CHATILLON

Canton de Lunéville-Nord : ANTHELUPT • BAUZEMONT • BIENVILLE-LA-PETITE • BONVILLER • COURBESSEAUX • CREVIC • DEUXVILLE • DROUVILLE • EINVILLE-AU-JARD • FLAINVAL • HOEVILLE • HUDIVILLER • LUNEVILLE (FRACTION) • MAIXE • RAVILLE-SUR-SANON • SERRES • SOMMERVILLER • VALHEY • VITRIMONT

Canton de Lunéville-Sud : BENAMENIL • CHANTEHEUX • CHENEVIERES • CRION • CROISMARE • HENAMENIL • HERIMENIL • JOLIVET • LANEUVILLE-AUX-BOIS • LARONXE • LUNEVILLE (fraction) • MANONVILLER • MARAINVILLER • MONCEL-LES-LUNEVILLE • SAINT-CLEMENT • SIONVILLER • THIEBAUMENIL

Commune : VILLERS-LES-NANCY

Commune de NANCY : les rues dont les noms suivent :

ABBE GREGOIRE	JEAN VARCOLIER (square)
ACHILLE LEVY	JOSEPH MALVAL (place)
AMERICAN LEGION (boulevard)	JULES DORGET
AMERVAL	KENNEDY (viaduc)
ARSENAL (place)	LA MADELEINE
BATAILLE (quai)	LAFAYETTE

BON PAYS (impasse)	LAFAYETTE (place)
BONSECOURS	LA VOIR SAINT JEAN
BRICE	LEOPOLD (cours)
BRICHAMBEAU (sentier)	LIEUTENANT H. CREPIN
CALLOT	LOUIS GANNE
CARNOT (place)	LOUPS
CARRIERE (place)	Luxembourg (place)
CHARITE	MADemoiselle
CHARLES GUERIN	MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY
CHARLES NICOLE	MARECHAL FRANCHET D ESPEREY
CHARLES SADOUL	MARECHAL GERARD
CHEVAL BLANC	MARECHAL OUDINOT n° 1 à 91 et n° 2 à 68
CLAUDE DERUET	MARECHAUX
CLOS HINZELIN	MARGUERITE DE LORRAINE (rond point)
COLONEL FABIEN (place)	MARIE LECZINSKA
COLONEL RENARD	MAURE QUI TROMPE
COMMANDERIE N° 1 à 33 et N° 2 à 24	MAZAGRAN
CORDELIERS	METZ
COURS LEOPOLD	MICHOTTES
CRAMPEL	MIRECOURT
DAMES	MON DESERT N° 1 à 73 et n° 2 à 80
DAUPHINE	MONNAIE
DE LATTRE DE TASSIGNY	MONSEIGNEUR TROUILLET
DOCTEUR BERNHEIM	MOULIN
DOCTEUR HEYDENREICH	MULHOUSE
DOCTEUR LEVY	NABECOR
DOCTEUR LIEBAUT	OBELISQUE (allée)
DOCTEUR LOUIS MICHEL	PAUL DOUMER (avenue)
DOMREMY (square)	PETIT BOURGEOIS
DUC ANTOINE	PHALSBOURG
DUC FERRY III	PICHON
DUC RAOUL	PIERRE CHALNOT
ECURIES	PIERRE DE BLARRU
EMILE GALLE	PIERRE GRINGOIRE
ERCKMANN CHATRIAN	PIERRE VILLARD
ETANG SAINT JEAN (place)	PIROUX
ETATS	PREBOIS (chemin)
ETIENNE COURNAULT	PRESIDENT ROBERT SCHUMANN
FOCH (avenue) N° 1 à 41 et 2 à 48	PROVENCAL
FREDERIC CHOPIN	PROVENCAL (place)
FREDERIC SCHERTZER (square)	QUAI RENE II
FRERES NICOLAS	RECTEUR SENN
GABRIEL MOUILLERON	RENE CASSIN
GARENNE	RENE D ANJOU
GENERAL BALFOURIER	REPUBLIQUE
GENERAL CASTELNAU (place)	ROLAND CLAUDE
GENERAL CLINCHANT	ROTONDE
GENERAL LECLERC (avenue) n° 1 à 87 et n° 2 à 150	SAINT EPVRE
GEORGES CHEPFER	SAINT EPVRE (place)
GEORGES CLEMENCEAU (boulevard)	SAINT LEON
GHETTO DE VARSOVIE	SAINT MICHEL
GRANDE RUE	SAINT URBAIN
GUERRIER DE DUMAST	SAINTE CECILE
GUISE	SAURUPT
GUSTAVE SIMON	SERRE

HAUT BOURGEOIS	SONNINI
HERE	SOURCE
HINZELIN (clos)	STRASBOURG
INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE	THIERRY ALIX
JACQUARD	THIERS (place)
JACQUES BELLANGE	TROUILLET
JACQUOT	VAUDEMONT (place)
JAMERAI DUVAL	VICTOR PROUVE
JEAN JAURES	VILLEBOIS MAREUIL
JEAN PROUVE	VOSGES (place)

5^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Neuves-Maisons : BAINVILLE-SUR-MADON • CHALIGNY • CHAVIGNY • MAIZIERES • MARON • MEREVILLE • MESSEIN • NEUVES-MAISONS • PONT-SAINT-VINCENT

Canton de Vézelize : AUTREY • CHAUILLEY • CLEREY-SUR-BRENON • DOMMARIE-EULMONT • ETREVAL • FORCELLES-SAINT-GORGON • FORCELLES-SOUS-GUGNEY • FRAISNES-EN-SAINTOIS • FROLOIS • GOVILLER • GUGNEY • HAMMEVILLE • HOUELMONT • HOUDREVILLE • LALOEUF • MARTHEMONT • OGNEVILLE • OMELMONT • PAREY-SAINT-CESAIRE • PIERREVILLE • PRAYE • PULLIGNY • QUEVILLONCOURT • SAXON-SION • THELOD • THEY-SOUS-VAUDEMONT • THOREY-LYAUTEY • VAUDEMONT • VEZELISE • VITERNE • VITREY • VRONCOURT • XEUILLEY

Cantons de VANDŒUVRE-LES-NANCY (à l'exception de l'Association REALISE et du Centre commercial et d'affaires des Nations)

L'établissement COLAS situé à HEILLECOURT dans le canton de JARVILLE-LA-MALGRANGE

Canton de Colombey-les-Belles : ABONCOURT • ALLAIN • ALLAMPS • BAGNEUX • BARISEY-AU-PLAIN • BARISEY-LA-COTE • BATTIGNY • BEUVEZIN • COLOMBEY-LES-BELLES • COURCELLES • CREPEY • DOLCOURT • FAVIERES • FECOCOURT • GELAUCCOURT • GEMONVILLE • GERMINY • GIBEAUMEIX • GRIMONVILLER • MONT-L'ETROIT • PULNEY • SAULXEROTTE • SAULXURES-LES-VANNES • SELAINCOURT • THUILLEY-AUX-GROSEILLES • TRAMONT-EMY • TRAMONT-LASSUS • TRAMONT-SAINT-ANDRE • URUFFE • VANDELEVILLE • VANNES-LE-CHATEL

Commune de NANCY : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 10 à 44 et 15 à 25)	ISABEY
AIME MOROT (place)	ISABEY (ruelle)
ALAIN FOURNIER (place)	ISRAEL SYLVESTRE
ALBERT 1 ^{ER} (boulevard)	JACQUES GRUBER
ALBIN HALLER	JACQUINOT
ALEXANDRE 1 ^{er} (place)	JEAN BAPTISTE LULLI
ALFRED MEZIERES	JEAN BAPTISTE THIERY SOLET
ALIX LECLERC	JEAN MERMOZ
AMBROISE PARE	JEAN MIHE
AMBROISE THOMAS	JENNESSON
ANDRE MAGINOT (place)	JOFFRE (boulevard)
ANDRE MESSENGER	JOSEPH MOUGIN
ANDRE THEURIET	JULES LARCHER (impasse)
ANNE FERIET	JULES VERNE (place)
ANTOINE SAINT EXUPERY	JULIE VICTOIRE DAUBIE
ARBOIS (chemin du Mont d')	LACRETELLE
ARMEE PATTON	LACRETELLE (sentier)
AUGUSTIN HACQUARD	LAURENT BONNEVAY
AUXONNE	LEON TONNELIER
AUXONNE (sentier derrière)	LEONARD BOURCIER
BADONVILLER	LEOPOLD LALLEMAND
BARON LOUIS	LEPOIS
BASSOMPIERRE	LEPOIS (rond point)
BAUDRICOURT	LIBERATION
BEAUREGARD	LIEGE
BEAUVAU	LIGIER RICHIER
BEL AIR	LORRAINE
BELLEVUE (chemin)	LOUIS BRAILLE
BENIT	LUDOVIC BEAUCHET
BERGAMOTE	LYS ROUGE (allée)
BLEU (passage)	MANSIAUX (ruelle des)
BLONDLOTS	MARCEL DAUTREMER (place)

BOIS LE PRETRE	MARCEL DORR
BOUDIERE	MARIE MARVINGT
BOUDONVILLE	MARIE ODILE
BOUFFLERS (avenue et square)	MARQUETTE
BUTHEGNEMONT	MARS LA TOUR
BUTHEGNEMONT (rond point)	MAURICE RAVEL (place)
CAMILLE CAVALIER (place)	MAXEVILLE (sentier)
CAPITAINE GUYNEMER	MEDREVILLE (n° 22 à 54 et 25 à 43)
CARMEL (allée)	MEDREVILLE (allées)
CENTRE COMMERCIAL SAINT SEBASTIEN	MEIX OUTHON
CHAMP CEINTREY (ruelle)	MENSIAUX
CHAMPENOUX	MESSIER
CHANOINE JACOB	MICHEL NEY
CHANZY	MILTON (avenue)
CHATTON (clos)	MONSEIGNEUR THOUVENIN
CHEMIN BLANC	MONTREVILLE
CHOISEUL (quai)	MONTREVILLE (impasse)
CLAUDE DEBUSSY	MOREY
CLAUDE LE LORRAIN (quai)	MOULIN DE BOUDONVILLE
CLODION	MOUSSON
CLOS CHATTON (sentier)	NICKLES
CLOS DE CHEVRE (sentier)	NOMENY
CLOS SAINT JACQUES	NOTRE DAME
COLLINE	NOTRE DAME DES ANGES
COMMANDANT IGIER (impasse)	NUNGESSER ET COLI
CORIOLIS	ORATOIRE
COTE	PARIS
COTE (ruelle)	PIERRE DAC
COTE JACQUOT (sentier)	PIERRE SCHAEFFER
CREVAUX	PIERRE SEMARD
CROIX D AUYOT (sentier)	PRENY
CROIX GAGNEE	RAME (passage)
CROIX SAINT CLAUDE (chemin)	RAVINELLE
CRONSTADT (n° 22 à 44 et 21 à 47)	RAYMOND PINCHARD (avenue)
CURE D AIR (escalier de la)	RAYMOND VANIER
CYFFLE	RENAUDINE
DANIEL PAUL CAVALLIER	RHIN
DARIUS MILLIAUD (place)	RIGNY
DESILLES	ROBERT TAVERNY (place)
DOCTEUR BLEICHER	ROCHES (allée)
DOCTEUR FRIOT	ROME
DOMBASLE (place)	SAINT ANTOINE (ruelle)
DOMINIQUE LOUIS	SAINT BODON
EMILE FRIANT	SAINT EXUPERY
EMILE MOSELLY	SAINT JEAN
ERNEST BICHAT	SAINT MANSUY
ESPRIT (ruelle)	SAINT MANSUY (passage)
EUGENE CORBIN	SAINT SEBASTIEN
FERME SAINT JACQUES	SAINT THIEBAUT
FLORENT SCHMITT	SAINT VINCENT (impasse)
FOUCOTTE	SAINTE CATHERINE (lotissement)
Français	SANTIFONTAINE
FRANCIS POULENC	SAPIN (sentier)
FRANCOIS COUPERIN	SCARPONE
FUSILLES (pont)	SEBASTIEN BOTTIN (passage)

GABRIEL PIERNE	SERGEANT BOBILLOT (n° 24 à 58 et 15 à 37)
GEORGES BRASSENS	SIDNEY BECHET
GERBEVILLER	SIFFLETS (chemin)
GILBERT	STANISLAS
GILBERT CAUDERAN	TALBOUX (sentier des)
GIORNE VIARD	TEULOTTE (sentier)
GODFROY DE BOUILLON (place)	THEODORE DEVILLY
GRAND RABBIN HAGUENAUER	THIONVILLE
GRAND VERGER	TURIQUE
GRAND VERGER (ruelle)	VAUCOULEURS
GUSTAVE CHARPENTIER	VERDUN
GUSTAVE EIFFEL	VERLAINE (n° 18 à 56 et 23 à 57)
GUY ROPARTZ	VICTOR BASCH (square)
HALDAT (passage)	VICTOR HUEL
HAUT DE CHEVRE (chemin)	VICTOR HUGO
HAUT DU LIEVRE (sentier)	VICTOR HUGO (ruelle)
HELENE BOUCHER	VICTOR POIREL
HENRI POINCARÉ	VIGNES (sentier)
HENRY LEVY	VIRAY
HERMITE	VIRAY (rond point)

6^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Bayon : BARBONVILLE • BAYON • BLAINVILLE-SUR-L'EAU • BORVILLE • BREMONCOURT • CHARMOIS • CLAYEURES • DAMELEVIERES • DOMPTAIL-EN-L'AIR • EINVAUX • FROVILLE • HAIGNEVILLE • HAUSSONVILLE • LANDECOURT • LOREY • LOROMONTZEY • MEHONCOURT • ROMAIN • ROZELIEURES • SAINT-BOINGT • SAINT-GERMAIN • SAINT-MARD • SAINT-REMY-AUX-BOIS • VELLE-SUR-MOSELLE • VIGNEULLES • VILLACOURT • VIRECOURT

Canton d'Haroué : AFFRACOURT • BAINVILLE-AUX-MIROIRS • BENNEY • BOUZANVILLE • BRALLEVILLE • CEINTREY • CRANTENOY • CREVECHAMPS • DIARVILLE • GERBECOURT-ET-HEPHEMONT • GERMONVILLE • GRIPPORT • HAROUÉ • HOUSSEVILLE • JEVONCOURT • LANEUVEVILLE-DEVANT-BAYON • LEBEUVILLE • LEMAINVILLE • LEMENIL-MITRY • MANGONVILLE • NEUVILLER-SUR-MOSELLE • ORMES-ET-VILLE • ROVILLE-DEVANT-BAYON • SAINT-FIRMIN • SAINT-REMIMONT • TANTONVILLE • VAUDEVILLE • VAUDIGNY • VOINEMONT • XIROCOURT

Canton de Laxou : LAXOU

Canton de Domèvre-en-Haye : ANDILLY • ANSAUVILLE • AVRAINVILLE • BEAUMONT • BERNECOURT • DOMEVRE-EN-HAYE • FRANCHEVILLE • GEZONCOURT • GRISCOURT • GROSROUVRES • HAMONVILLE • JAILLON • LIVERDUN • MAMEY • MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS • MANONCOURT-EN-WOËVRE • MANONVILLE • MARTINCOURT • MINORVILLE • NOVIANT-AUX-PRES • ROGEEVILLE • ROSIERES-EN-HAYE • ROYAUMEIX • TREMBLECOURT • VELAIN-EN-HAYE • VILLERS-EN-HAYE • VILLEY-SAINT-ETIENNE

Canton de Toul-Nord : AINGERAY • BOUCQ • BOUVRON • BRULEY • DOMMARTIN-LES-TOUL • ECROUVES • FONTENOY-SUR-MOSELLE • FOUG • GONDREVILLE • LAGNEY • LANEUVEVILLE-DERRIERE-FOUG • LAY-SAINT-REMY • LUCEY • MENIL-LA-TOUR • PAGNEY-DERRIERE-BARINE • SANZEY • SEXEY-LES-BOIS • TOUL (FRACTION) • TRONDES

Canton de Toul-Sud : BICQUELEY • BLENOD-LES-TOUL • BULLIGNY • CHARMES-LA-COTE • CHAUDENEY-SUR-MOSELLE • CHOLOY-MENILLOT • CREZILLES • DOMGERMAIN • GYE • MONT-LE-VIGNOBLE • MOUTROT • OCHEY • PIERRE-LA-TREICHE • SEXEY-AUX-FORGES • TOUL (fraction) • VILLEY-LE-SEC

Commune de NANCY : les rues dont les noms suivent :

ABBE GRIDEL (n° 3 à 11 et 2 à 8)	JULES FERRY
ANATOLE France (avenue)	KLEBER
ARISTIDE BRIAND	LAVIGERIE
BEGONIAS	LAXOU
BELFORT	LAZARE CARNOT
BOFFRAND (avenue)	LOTHAIRE II
CAMILLE MATHIS	LOUIS MAJORELLE
CHANOINE BLAISE	MADAME DE VANNOZ
CHARLEMAGNE (boulevard)	MARCEAU (passage)
CHRISTIAN PFISTER	MEDREVILLE (n° 3 à 17 et 2 à 14)
COMMANDERIE N° 35 à la fin et n° 26 à la fin	MON DESERT N° 77 à la fin et n° 84 à la fin
COMMANDERIE (place)	OCTROI
COURBET	PALISSOT
CROIX DE BOURGOGNE (place)	PASTEUR
CRONSTADT (n° 1 à 17 et 2 à 14)	PAUL PAINLEVE (place)
DUCS DE BAR (place)	PIERRE CREVISIER (impasse)
DUPONT DES LOGES	RAYMOND POINCARÉ
DURIVAL	SAINT LAMBERT

FOCH (avenue) N° 43 à la fin et n° 52 à la fin	SAINT LAMBERT (ruelle)
FRANCOIS DE NEUFCHATEAU	SERGEANT BOBILLOT (n° 1 à 11 et 2 à 20)
GENERAL HOCHÉ	TEMERAIRE
GONCOURT	VANNOZ (Madame de)
GRAFFIGNY	VERLAINE (n° 1 à 16 et 2 à 17)
HENNER	VICTOR LEMOINE
HENNER (impasse)	VIEIL AITRE
HYPPOLYTE MARINGER (avenue)	VILLERS
JEANNE D ARC	WINSTON CHURCHILL

7^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section et des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Malzéville : AGINCOURT • AMANCE • BOUXIERES-AUX-CHENES • BOUXIERES-AUX-DAMES • BRIN-SUR-SEILLE • CUSTINES • DOMMARTIN-SOUS-AMANCE • EULMONT • LAITRE-SOUS-AMANCE • LAY-SAINT-CHRISTOPHE • MALZEVILLE

Canton de Saint-Max : DOMMARTEMONT • ESSEY-LES-NANCY • SAINT-MAX

Canton de Saint-Nicolas-de-Port : AZELOT • BURTHECOURT-AUX-CHENES • COYVILLER • DOMBASLE-SUR-MEURTHE • FERRIERES • FLAVIGNY-SUR-MOSELLE • LUPCOURT • MANONCOURT-EN-VERMOIS • RICHARDMENIL • ROSIERES-AUX-SALINES • SAFFAIS • SAINT-NICOLAS-DE-PORT • TONNOY • VILLE-EN-VERMOIS

Canton de Seichamps : CHAMPENOIX • LANEUVELOTTÉ • MAZERULLES • MONCEL-SUR-SEILLE • PULNOY • SAULXURES-LES-NANCY • SEICHAMPS • SORNEVILLE • VELAINÉ-SOUS-AMANCE

Canton de Tomblaine : ART-SUR-MEURTHE • BUISSONCOURT • CERVILLE • ERBEVILLER-SUR-AMEZULE • FLEVILLE-DEVANT-NANCY • GELLENONCOURT • HARAUCOURT • LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY • LENONCOURT • REMEREVILLE • TOMBLAINE • VARANGEVILLE

8^{ème} section

A l'exception des entreprises du régime agricole relevant de la compétence de la 9^{ème} section :

Canton de Chambley-Bussières : CHAMBLEY-BUSSIÉRES • DAMPVITOUX • HAGEVILLE • MARS-LA-TOUR • ONVILLE • PUXIEUX • SAINT-JULIEN-LES-GORZE • SPONVILLE • TRONVILLE • VILLECEY-SUR-MAD • WAVILLE • XONVILLE

Canton de Conflans-en-Jarnisy : ABBEVILLE-LES-CONFLANS • AFFLEVILLE • ALLAMONT • BECHAMPS • BONCOURT • BRAINVILLE • BRUVILLE • CONFLANS-EN-JARNISY • DONCOURT-LES-CONFLANS • FLEVILLE-LIXIERES • FRIAUVILLE • GIRAUMONT • GONDRECOURT-AIX • HANNONVILLE-SUZEMONT • JARNY • JEANDELIZE • LABRY • MOUAVILLE • NORROY-LE-SEC • OLLEY • OZERAILLES • PUXE • SAINT-MARCEL • THUMEREVILLE • VILLE-SUR-YRON

Canton de Gerbéviller : ESSEY-LA-COTE • FRAIMBOIS • FRANCONVILLE • GERBEVILLER • GIRIVILLER • HAUDONVILLE • LAMATH • MAGNIERES • MATTEXEY • MONT-SUR-MEURTHE • MORIVILLER • MOYEN • REHAINVILLER • REMENOVILLE • SERANVILLE • VALLOIS • VATHIMENIL • VENNEZEY • XERMAMENIL

Canton de Dieulouard : DIEULOUARD • FEY-EN-HAYE • JEZAINVILLE • MAIDIERES • MONTAUVILLE • NORROY-LES-PONT-A-MOUSSON • PAGNY-SUR-MOSELLE • PRENY • VANDIERES • VILLERS-SOUS-PRENY (SAUF LA COMMUNE DE BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON)

Canton de Thiaucourt-Regniéville : ARNAVILLE • BAYONVILLE-SUR-MAD • BOUILLONVILLE • CHAREY • DOMMARTIN-LA-CHAUSSEE • ESSEY-ET-MAIZERAIS • EUVEZIN • FLIREY • JAULNY • LIMEY-REMENAUVILLE • LIRONVILLE • PANNES • REMBERCOURT-SUR-MAD • SAINT-BAUSSANT • SEICHEPREY • THIAUCOURT-REGNIEVILLE • VANDELAINVILLE • VIEVILLE-EN-HAYE • VILCEY-SUR-TREY • XAMMES

Entreprises ferroviaires : tous les cantons du département :

- la SNCF et les établissements exerçant une activité de transports sur le réseau ferré national pris au sens du Décret n° 2003-194 du 07 mars 2003
- les entreprises de travaux ferroviaires intervenant sur le réseau ferré national pris au sens du Décret n° 2003-194 du 07 mars 2003

Commune de VANDŒUVRE-LES-NANCY : Centre commercial et d'affaires des Nations

Commune de NANCY : les rues dont les noms suivent :

AMANCE	GENERAL FRERE
AMIRAL GUEPRATTE	GENERAL GOURAUD
BLANDAN (impasse)	GENERAL HAXO
BRABOIS (avenue)	GENERAL HULOT
CARDINAL MATHIEU	GENERAL LECLERC (avenue) n° 97 à la fin et n° 156 à la fin
CARDINAL MATHIEU (impasse)	GENERAL MANGIN (avenue)
CHARLES MARTEL	GENERAL MARGUERITE
CHARMOIS	HAUSSONVILLE (boulevard)
CHIENNERIE	JOSEPH LAURENT
CHRISTIAN MOENCH	KARLSRUHE (place)
COLONEL COURTOT DE CISSEY	LEGION ETRANGERE
COLONEL GRANVAL	LUCILE MALAISE
COURTOT DE CISSEY	MARECHAL EXCELMANS
DOCTEUR LIONEL PELERIN (place)	MARECHAL GALLIENI
DONREMY	MARECHAL JUIN
DOYEN LAURENT JOSEPH	MARECHAL OUDINOT n° 93 à la fin et n° 72 à la fin
EDMONT ABOUT	MARSAL
EMILE BERTIN	9E DIVISION INFANTERIE COLONIALE (place)

EMILE COUE	NOTRE DAME DE LOURDES
EMILE GEBHARD	PADOUE (place)
EPINAL	PAIX
EUGENE HUGO	PIERRE DE SIVRY
FABERT	PLACIEUX
FAMILLES (rond point)	PRETORIA (impasse)
FELIX FAURE	PREVOYANCE
FRERES VOIRIN	ROUBAIX
GENERAL CHEVERT	SERGEANT BLANDAN (Placieux à Gl Leclerc)
GENERAL CUSTINE	TUILERIE
GENERAL DE LANDREMONT	TURINAZ
GENERAL DUROC	VAUBAN
GENERAL FABVIER	VITTEL

9^{ème} section

A l'exception des entreprises ferroviaires relevant de la compétence de la 8^{ème} section :

Ensemble des entreprises agricoles telles que définies par l'article L 717-1 du Code rural pour la totalité des cantons de Meurthe-et-Moselle ainsi que les entreprises extérieures intervenant au sein des entreprises du régime agricole précité

Entreprises toutes activités (ensemble des codes NAF) : secteur Nancy : les rues dont les noms suivent :

ABBE DIDELOT	ILE DE CORSE
ALBERT LEBRUN	JARDINIERS
ALLIANCE (place)	JEAN MONNET
ANDRE CAJELOT (place)	JEANNOT
BAILLY	LA SALLE
BASTIEN LEPAGE	LACORDAIRE
BITCHE	LIONNOIS
BOULAY DE LA MEURTHE	LOBAU
CAMILLE CLAUDEL	LYAUTEY
CARDINAL TISSERAND	LYCEE
CARMES	MABLY
CASINO (passage)	MANEGE
CAVEAU (impasse)	MANSUY GAUVAIN
CHANOINE (allée)	MAURICE BARRES
CHANOINES	MOLITOR
CHARLES ETIENNE COLLIGNON	MONSEIGNEUR RUCH (place)
CHARLES III	MONTESQUIEU
CLAUDE CHARLES	ORPHELINES
CLAUDE ERIGNAC	PIERRE FOURIER
CLOITRE	PONT MOUJA
COLONEL DRIANT (place)	PONTS
DIDION	PREFET CLAUDE ERIGNAC
DIVISION DE FER (place)	PRIMATIALE
DOCTEUR SCHMITT	QUATRE EGLISES
DOM CALMET	RAUGRAFF
DOMINICAINS	RECTEUR LOUIS BRUNTZ
DOMINICAINS (passage)	SAINT DIZIER
DOYEN MARCEL ROUBAULT (place)	SAINT GEORGES
DROUIN	SAINT JULIEN
FABRIQUES	SAINT NICOLAS
FAIENCERIE	SAINTE ANNE
FOLLER	SAINTE CATHERINE
FOUR	SALPETRIERE
GAMBETTA	SAVERNE
GAUGUIN (allée)	SŒURS MACARONS
GENERAL DROUOT	STANISLAS (place)
GENERAL DROUOT (allée)	TAPIS VERT
GENERAL GIRAUD (place)	TIERCELINS

GIRARDET	TROIS ECOLES (allée)
GODRON	UTRILLO
GUIBAL	VAN GOGH (allée)
HACHE	VIC
HENRI LORITZ (place)	VINGTIEME ET UNE R.A.
HENRI MENGIN (place)	VISITATION

Décision du 1^{er} mars 2010 concernant l'affectation des inspectrices et inspecteurs du travail

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le Code du Travail, notamment les articles R 8122-8 et R 8122-9

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à compter du 15 février 2010,

VU la décision du 1^{er} mars 2010 délimitant les sections d'inspections du travail dans le département de Meurthe et Moselle,

DECIDE

Article 1 : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les inspectrices et inspecteurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail : Madame Martine BOUBAGRA

2^{ème} section d'inspection du travail : Madame Angélique ALBERTI

3^{ème} section d'inspection du travail : Monsieur Mickaël MAROT

4^{ème} section d'inspection du travail : Madame Alexandra CHALOYARD

5^{ème} section d'inspection du travail : Madame Marieke FIDRY

6^{ème} section d'inspection du travail : Madame Safia ELMI-GANI

7^{ème} section d'inspection du travail : Monsieur Patrick OSTER

8^{ème} section d'inspection du travail : Monsieur Guillaume VISCA

9^{ème} section d'inspection du travail : Monsieur Guy TROGNON

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'une des inspectrices ou de l'un des inspecteurs ci-dessous désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

◆ 1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Madame Angélique ALBERTI, Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Angélique ALBERTI, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Monsieur Mickaël MAROT, Inspecteur du travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mickaël MAROT, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Madame Alexandra CHALOYARD, Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexandra CHALOYARD, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marieke FIDRY, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Madame Safia ELMI-GANI, Inspectrice du travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Safia ELMI-GANI, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Monsieur Patrick OSTER, Inspecteur du travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick OSTER, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Monsieur Guillaume VISCA, Inspecteur du travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume VISCA, l'intérim de Madame Martine BOUBAGRA sera assuré par Monsieur Guy TROGNON, Inspecteur du travail de la 9^{ème} section.

◆ 2^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Madame Martine BOUBAGRA, Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Martine BOUBAGRA, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Monsieur Mickaël MAROT, Inspecteur du travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mickaël MAROT, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Madame Alexandra CHALOYARD, Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexandra CHALOYARD, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marieke FIDRY, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Madame Safia ELMI-GANI Inspectrice du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Safia ELMI-GANI, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par, Monsieur Patrick OSTER, Inspecteur du travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick OSTER, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Monsieur Guillaume VISCA, Inspecteur du travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume VISCA, l'intérim de Madame Angélique ALBERTI sera assuré par Monsieur Guy TROGNON, Inspecteur du travail de la 9^{ème} section.

◆ 3^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Madame Angélique ALBERTI, Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Angélique ALBERTI, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Madame Martine BOUBAGRA, Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Martine BOUBAGRA, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Madame Alexandra CHALOYARD, Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexandra CHALOYARD, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marieke FIDRY, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Madame Safia ELMI-GANI, Inspectrice du travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Safia ELMI-GANI, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Monsieur Patrick OSTER, Inspecteur du travail de la 7^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick OSTER, l'intérim de Monsieur Mickaël MAROT sera assuré par Monsieur Guillaume VISCA, Inspecteur du travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexandra CHALOYARD, l'intérim de Monsieur Guillaume VISCA sera assuré par Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marieke FIDRY, l'intérim de Monsieur Guillaume VISCA sera assuré par Madame Safia ELMI-GANI, Inspectrice du travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Safia ELMI-GANI, l'intérim de Monsieur Guillaume VISCA sera assuré par Monsieur Patrick OSTER, Inspecteur du travail de la 7^{ème} section.

◆ 9^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Monsieur Guillaume VISCA, Inspecteur du Travail de la 8^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guillaume VISCA, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Madame Martine BOUBAGRA, Inspectrice du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Martine BOUBAGRA, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Madame Angélique ALBERTI, Inspectrice du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Angélique ALBERTI, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Monsieur Mickaël MAROT, Inspecteur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mickaël MAROT, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Madame Alexandra CHALOYARD, Inspectrice du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alexandra CHALOYARD, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Madame Marieke FIDRY, Inspectrice du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marieke FIDRY, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Madame Safia ELMI-GANI, Inspectrice du travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Safia ELMI-GANI, l'intérim de Monsieur Guy TROGNON sera assuré par Monsieur Patrick OSTER, Inspecteur du travail de la 7^{ème} section.

Article 3 : La présente décision prend effet au 1^{er} mars 2010 et abroge les précédentes décisions ayant le même objet.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Serge LEROY

Décision du 1^{er} mars 2010 concernant l'affectation des contrôleurs du travail

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

VU le Code du Travail, notamment les articles R 8122-8 et R 8122-9

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU le Décret 2008-1503 du 30 décembre 2008 relatif à la fusion des services d'inspection du travail,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2010 nommant Monsieur Serge LEROY directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi à compter du 15 février 2010,

VU la décision du 1^{er} mars 2010 délimitant les sections d'inspections du travail dans le département de Meurthe et Moselle,

DECIDE

Article 1 : Sont ou demeurent affectés en section d'inspection les contrôleurs du travail dont les noms suivent :

1^{ère} section d'inspection du travail :

- Monsieur Nicolas BURGAIN
- Madame Clotilde PELTIER

2^{ème} section d'inspection du travail :

- Monsieur Philippe ADAM
- Monsieur Claude MONSIFROT

3^{ème} section d'inspection du travail :

- Monsieur Marc CORCHAND
- Madame Valérie VIRIOT

4^{ème} section d'inspection du travail :

- Monsieur Jean-Michel ALCARAZ
- Madame Gisèle DESHAIS

5^{ème} section d'inspection du travail :

- Madame Hélène BAUER
- Madame Sylvie TEDESCO

6^{ème} section d'inspection du travail :

- Madame Sonia GUICHARD
- Monsieur Patrick JULY

7^{ème} section d'inspection du travail :

- Madame Florence BOURELLY

8^{ème} section d'inspection du travail :

- Monsieur Arnaud COLIN

9^{ème} section d'inspection du travail :

Aucun Contrôleur du Travail à la date de parution de la présente décision

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des contrôleurs ci-dessus désignés, son remplacement est assuré par l'un(e) ou l'autre d'entre eux selon les modalités ci-dessous.

◆ 1^{ère} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du Travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Monsieur Nicolas BURGAIN sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Monsieur Jean-Michel ALCARAZ sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Madame Sylvie TEDESCO sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

◆ 8^{ème} section d'inspection du travail :

L'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Nicolas BURGAIN, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas BURGAIN, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Clotilde PELTIER, Contrôleur du travail de la 1^{ère} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clotilde PELTIER, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Philippe ADAM, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe ADAM, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Claude MONSIFROT, Contrôleur du Travail de la 2^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MONSIFROT, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Valérie VIRIOT, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie VIRIOT, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Marc CORCHAND, Contrôleur du Travail de la 3^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc CORCHAND, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Jean Michel ALCARAZ, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Michel ALCARAZ, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Gisèle DESHAIS, Contrôleur du Travail de la 4^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Gisèle DESHAIS, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Hélène BAUER, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène BAUER, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Sylvie TEDESCO, Contrôleur du Travail de la 5^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie TEDESCO, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Sonia GUICHARD, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sonia GUICHARD, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Monsieur Patrick JULLY, Contrôleur du Travail de la 6^{ème} section.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JULLY, l'intérim de Monsieur Arnaud COLIN sera assuré par Madame Florence BOURELLY, Contrôleur du Travail de la 7^{ème} section.

Article 3 : La présente décision prend effet au 1^{er} mars 2010 et abroge les précédentes décisions ayant le même objet.

Nancy, le 1^{er} mars 2010

Serge LEROY

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Direction des ressources humaines

Délégation de signature N°2009/001 du 1^{er} novembre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 2007 nommant Madame Isabelle VIDREQUIN Directrice Adjointe de la Maternité Régionale de Nancy à compter du 1^{er} octobre 2007,

Vu la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

DECIDE

Article 1 : Délégation principale est donnée à Madame Isabelle VIDREQUIN, Directrice Adjointe, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Madame Isabelle VIDREQUIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier)

Article 3 : Ces délégations principale et secondaire sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 4 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : La présente délégation prend effet à compter du 1^{er} novembre 2009.

Article 6 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 1^{er} novembre 2009

Le Directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

En sept exemplaires originaux.

Délégation de signature N°2010/001 du 1^{er} février 2010

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

Vu les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 714-12-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu l'arrêté ARH n°119/2009 en date du 30 octobre 2009 nommant Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur par intérim de la Maternité Régionale de NANCY,

Vu la décision de nomination de Madame Christelle LEFEVER à la Maternité régionale de NANCY,

Vu la délégation de signature principale n°2009/001 en date du 1^{er} novembre 2009,

DECIDE

Article 1 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, l'ensemble des titres de recettes, mandats de paiement, les notes et différents documents se rapportant à l'organisation et au fonctionnement de la direction des ressources humaines.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle LEFEVER pour signer, en lieu et place du directeur de l'établissement, les contrats de travail de droit public et leurs différents avenants, les décisions d'avancement d'échelon, de mutation, de recrutement et de titularisation des agents sous statut de la fonction publique hospitalière.

Sont exclus de cette délégation permanente les décisions et documents suivants :

- avancements de grade des personnels médicaux et non médicaux,
- décisions de titularisation, nomination et contrats des personnels médicaux et agents de catégorie A.
- notes, correspondances et décisions se rapportant à une procédure disciplinaire.

Article 3 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet est rapportée.

Nancy, le 1^{er} février 2010

En cinq exemplaires originaux.

Le Directeur par intérim,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Direction des ressources humaines

Avis de concours interne sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de maître ouvrier

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Interne sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- 1 poste : Spécialité Serrurerie
- 1 poste : Spécialité Déménagement
- 2 postes : Spécialité Magasin
- 1 poste : Spécialité Restauration
- 1 poste : Spécialité Jardin

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines
Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du M^{al} de Lattre de Tassigny
C.O. 60034 - 54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

par lettre recommandée avec A.R. ou par dépôt au Service Concours - Bureau n°18 contre la remise d'une attestation de dépôt

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 18 février 2010

La Directrice Adjointe des Ressources Humaines
Rachel RUTHMANN

Avis de concours externe sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de maître ouvrier

En application du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un Concours Externe sur Titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- 2 postes : Spécialité Électricité
- 1 poste : Spécialité Plomberie
- 1 poste : Spécialité Blanchisserie

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires, soit :

- de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes ;
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours ;
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines
Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du M^{al} de Lattre de Tassigny
C.O. 60034 - 54035 NANCY CEDEX

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

par lettre recommandée avec A.R. ou par dépôt au Service Concours - Bureau n°18 contre la remise d'une attestation de dépôt

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 18 février 2010

La Directrice Adjointe des Ressources Humaines
Rachel RUTHMANN

Avis de concours sur titre du 18 février 2010 en vue du recrutement de conducteur ambulancier de 2^{ème} catégorie

En application du décret n° 91-45 du 14.01.1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours sur titres de Conducteur Ambulancier de 2^{ème} Catégorie, afin de pourvoir :

- 1 poste de Conducteur Ambulancier 2^{ème} Catégorie.

Conditions d'inscription :

Peuvent être candidats les titulaires du Diplôme d'État d'Ambulancier, justifiant des permis de conduire suivants :

- Catégorie B : tourisme et véhicules utilitaires légers
- Catégorie C : poids lourds ou Catégorie D : transports en commun.

Réception et clôture des inscriptions :

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,35 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E.
Service Concours - Bureau n° 18
29 Avenue du M^{re} de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier dûment rempli et accompagné de toutes les pièces justificatives peut être valablement :

- Adressé par lettre recommandée avec A.R. ou
- Déposé au Service Concours contre remise d'une attestation de dépôt.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis

Nancy, le 18 février 2010

La Directrice Adjointe des Ressources Humaines
Rachel RUTHMANN

HOPITAL DU VAL DU MADON DE MIRECOURT

Avis de concours sur titres du 19 février 2010 en vue du recrutement d'un(e) infirmier(e) diplômé(e) d'Etat

Un concours sur titres pour le recrutement d'un Infirmier(e) aura lieu à l'Hôpital du Val du Madon de MIRECOURT aux candidats :

- remplissant les conditions leur permettant d'avoir la qualité de fonctionnaire (articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires)

et titulaires soit :

- du diplôme d'Etat d'Infirmier,
- d'une autorisation d'exercer la profession d'Infirmier,
- du diplôme d'Infirmier du secteur psychiatrique.

Les candidatures doivent parvenir à Monsieur le Directeur de l'Hôpital du Val du Madon - 32 rue Germini – B. P. 69 – 88502 MIRECOURT CEDEX accompagnée de la copie du diplôme, dans un délai d'un mois à compter de la publication du présent avis dans le Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Département, le cachet de la poste faisant foi.

Mirecourt, le 19 février 2010

Le Directeur,
F. FOUCHET

